



# Assemblée générale

Cinquante-troisième session

**19<sup>e</sup>** séance plénière

Mardi 29 septembre 1998, à 10 heures

New York

*Documents officiels*

*Président* : M. Opertti . . . . . (Uruguay)

*La séance est ouverte à 10 h 10.*

## Point 9 de l'ordre du jour (suite)

### Débat général

**Le Président** (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va d'abord entendre une déclaration de S. E. M. Guido de Marco, Vice-Ministre et Ministre des affaires étrangères de Malte et ancien Président de l'Assemblée générale.

**M. de Marco** (Malte) (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, je me joins aux autres délégations pour vous féliciter de votre élection à la présidence de l'Assemblée générale. Nous sommes certains que votre compétence et votre expérience vous aideront à guider avec succès nos travaux durant cette session. Je tiens également à exprimer notre gratitude à votre prédécesseur, S. E. M. Hennadiy Oudovenko, qui a fait preuve de détermination et d'énergie durant sa présidence.

La liberté d'abord et avant tout. Ce cri de ralliement a inspiré les peuples et les nations tout au long de ce siècle. Il a suscité des actes de courage héroïques durant deux conflits mondiaux. Il a inspiré la lutte pour la décolonisation. Il a donné force et endurance pendant et après les jours sombres de la guerre froide.

La liberté d'abord et avant tout. Tel a été le socle solide sur lequel les citoyens de par le monde se sont reposés lorsque des régimes autoritaires ont cherché à éroder la démocratie, les droits de l'homme et la primauté du droit.

La liberté d'abord et avant tout. Tel est l'idéal qui a soutenu le Président Roosevelt dans son désir de créer l'ONU.

Alors que nous nous efforçons d'édifier un monde meilleur et que nous luttons pour surmonter les vicissitudes du moment, nous, peuples des Nations Unies, continuons de chérir ces quatre libertés essentielles de l'homme que le Président Roosevelt a mentionnées dans l'allocution qu'il a prononcée au Congrès le 6 janvier 1941 : liberté de parole et d'expression — partout dans le monde; liberté pour chaque personne d'adorer Dieu à sa façon — partout dans le monde; liberté d'être à l'abri du besoin afin de garantir à chaque nation une vie saine pour ses habitants — partout dans le monde; liberté d'être à l'abri de la crainte grâce à une réduction mondiale des armements afin qu'aucune nation ne soit en mesure de commettre un acte d'agression physique contre un voisin quel qu'il soit — où qu'il soit dans le monde.

En énonçant ces quatre libertés, le Président Roosevelt a souligné que c'était «une base bien déterminée d'un monde réalisable à notre époque et par notre génération», et non pas «une vision d'un millénaire distant».

Ces 53 dernières sessions, des dirigeants du monde se sont réunis ici à l'Assemblée générale pour faire le bilan des progrès accomplis par l'humanité dans le processus de réalisation des nobles objectifs pour laquelle l'Organisation des Nations Unies a été créée. Chaque année nous apporte de nouvelles incertitudes, de nouveaux défis, de nouvelles tragédies. Pourtant, chaque année nous voyons également un mouvement, à petits pas ou à grands pas, vers un monde plus sûr.

Édifier un monde où la paix, la justice et la liberté règnent est un devoir pour nous tous qui sommes dans le service public. Cette responsabilité est encore plus forte au moment où nous nous approchons du prochain millénaire.

Il y a huit ans, j'ai eu le privilège d'être le Président de cette Assemblée. Le futur était alors prometteur. En 1989, le monde a assisté à l'effondrement du bloc soviétique. Des millions de personnes ont recouvré la liberté. En 1990, les conséquences idylliques du sommet Bush-Gorbatchev à Malte n'ont pas résisté à l'invasion du Koweït. À ces heures d'incertitudes euphoriques, j'appelle les États Membres pour qu'ils revitalisent l'Assemblée générale et établissent une symbiose entre les principaux organes de l'Organisation. L'appel à la réforme a prévalu. Il a porté des fruits et continue de donner des résultats.

La réforme est fondamentale pour le bien-être de l'Organisation. Elle l'est encore davantage pour l'avenir de l'humanité.

Il y a huit ans, j'ai indiqué les dangers d'un rideau de pauvreté qui divise le monde avec les mêmes conséquences catastrophiques que le Rideau de fer a eues sur la paix et la sécurité. Le danger demeure, et il s'est encore accentué.

La semaine dernière, le Président des États-Unis a rappelé à cette Assemblée que «l'écart entre les démunis et les nantis ne fait que se creuser» (A/53/PV.7, p. 12). Réduire cet écart est essentiel si nous souhaitons avoir une société mondiale sûre, à l'abri de toute rage, car cette rage se transforme souvent en actes de violence.

Les vents défavorables qui soufflent en ce moment, dévastant les économies de nombreux États et entravant les progrès accomplis grâce au travail ardu de tant de familles dans le monde, aggravent encore la situation.

L'ONU est l'instrument unique de promotion et de protection de la jouissance universelle de la dignité humaine. Il est significatif de noter que la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme est l'une des

premières tâches que l'Organisation s'était fixées. En célébrant le cinquantième anniversaire de son adoption par cette assemblée, nous renouvelons notre engagement envers ses principes. Ce document n'est pas périmé, et il ne saurait être aisément remplacé. Il proclame les droits de l'homme qui, de par leur nature même, sont universels, inhérents et indivisibles.

La Déclaration est un tout qui doit être respecté dans sa totalité. Une démarche sélective porterait atteinte à la Déclaration et aux principes plus larges qu'elle établit; elle nuirait à une conception de la société où le respect des droits de l'homme est essentiel et universel.

Il existe, cependant, une lacune de taille dans cette Déclaration : cet instrument ne prévoit ni mécanisme judiciaire, ni sanctions. L'heure est-elle venue de tirer des enseignements des conventions régionales des droits de l'homme, en particulier la Convention européenne, qui grâce à ses mécanismes a donné naissance à la Cour européenne des droits de l'homme et qui grâce au droit de pétition individuelle offre un processus judiciaire tendant à en assurer une application efficace?

Point de liberté sans démocratie, mais point de démocratie sans l'exercice des libertés individuelles. En commémorant le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il est bon de mettre en exergue cette assertion.

Nous, peuples, nous tournons vers les Nations Unies pour trouver une solution aux maux de notre époque. Mais nous, peuples, sommes les Nations Unies. Les Nations Unies, c'est nous.

Les tentatives de présenter ou de dépeindre l'Organisation des Nations Unies comme une entité étrangère au reste de la communauté internationale ou comme une organisation pouvant déterminer ou prédéterminer le sort des peuples et des sociétés, sont erronées et dangereuses. L'Organisation dépend du maintien d'un équilibre entre principes et institutions qui sont l'essence même de la Charte. Cet équilibre est préservé au mieux par la consolidation du processus d'édification d'un consensus qui a donné tant de résultats positifs au cours de ces 50 dernières années. Le fait d'imposer sa volonté à autrui conduit rarement à l'harmonie, quelles que soient les circonstances, encore moins dans une instance d'États-nations souverains.

Il est des instances où la volonté de la majorité ouvre la voie à une coopération future entre États, mais il est essentiel de veiller au respect a priori le plus large des

principes négociés, notamment si nous voulons que de tels accords soient universels dans leur application. Cela exige une action résolue au plan diplomatique et politique, ce qui peut parfois sembler exaspérant. C'est pourtant là la voie qui préserve le mieux le délicat équilibre entre les droits souverains des États et l'émergence d'un nouvel ordre mondial.

Nous avons été témoins des déchirements qu'engendrent la violence et la guerre. Nous avons survécu aux tensions des rivalités entre les blocs et à la prolifération nucléaire. Nous avons dû faire face aux angoisses que provoquent les divisions et la suspicion mutuelle. L'imminence du nouveau millénaire suscite, naturellement, des espoirs et des attentes. On attend surtout qu'il soit donné suite à la promesse faite à la fin de la guerre froide. Tout au long de cette décennie, nous avons pris des engagements et avons conçu des instruments pour faire face aux impondérables au fur et à mesure qu'ils se présentaient. Pourtant, les souffrances et les combats continuent de ravager la planète.

Les terribles violations dont nous sommes témoins nous contraignent à veiller à ce que les générations futures disposent d'un mécanisme judiciaire international afin d'établir la culpabilité des auteurs de crimes de guerre et de les punir. Nous avons agi avec la diligence qu'exige la force du droit, et nous avons établi le cadre pour traiter des crimes qui portent atteinte aux sentiments de justice et de compassion de l'homme.

À Rome, nous avons adopté en juillet dernier le Statut de la Cour pénale internationale et avons ainsi jeté les fondements d'une institution efficace et crédible qui est, en soi, un outil de nature à dissuader quiconque de perpétrer des crimes atroces relevant de sa juridiction. Nous espérons que l'élan imprimé au renforcement des institutions sera maintenu afin que la Cour soit en mesure de fonctionner et de statuer de manière efficace sur les crimes contre l'humanité à mesure qu'ils sont commis.

La vigilance reste de mise. À juste titre, le monde a crié victoire lors de la prorogation pour une durée indéfinie du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et du Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT). La ratification de ce dernier par deux États dotés d'armes nucléaires est une étape positive dont nous nous félicitons. Pourtant cette évolution positive a été assombrie par des essais nucléaires réalisés par deux pays non signataires. Nous avons vu le démantèlement partiel des arsenaux nucléaires mais nous avons aussi été les témoins des dangers de la prolifération. De tels actes génèrent

l'insécurité et la méfiance. Nous nous joignons à ceux qui ont exhorté ces deux pays, voire tous les pays, à faire preuve de retenue. Les essais nucléaires sont un brutal rappel des dangers toujours présents que posent les armes nucléaires.

Malte se félicite des déclarations d'intention faites à l'Assemblée la semaine dernière par les Premiers Ministres de l'Inde et du Pakistan. Elles augurent bien de l'application universelle du régime du TNP. Tout doit être fait pour veiller au respect universel des traités pertinents relatifs à la fois aux armes nucléaires et à toutes les armes de destruction massive. L'ordre du jour relatif au désarmement nucléaire doit être maintenu. Les dangers qui se dessinent ne se limitent pas à ceux qu'engendrent la possession et l'utilisation de telles armes par les États dotés d'armes nucléaires. Dans notre lutte contre le trafic lié à la possession, à la production et à l'utilisation de telles armes, nous sommes hantés par le spectre du terrorisme nucléaire.

Les dangers restent multiples. Les armes chimiques et biologiques font peser des menaces déstabilisatrices. Il est troublant de constater que les techniques d'acquisition et d'utilisation de ces armes sont relativement faciles à mettre au point. Le trafic des armes classiques reste également une grande menace.

La création de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a été à l'origine de la mise sur pied d'un régime de contrôle et de vérification qui établit un équilibre et qui permet de freiner la prolifération des produits chimiques destinés à la fabrication d'armes tout en approuvant l'utilisation bénéfique des produits chimiques dans de nombreuses branches de l'industrie. Malte s'enorgueillit d'avoir appartenu au Conseil exécutif dans sa phase initiale.

Nous espérons que le protocole de vérification sur les armes biologiques pourra de même entraver, décourager et interdire l'utilisation de composants biologiques dans les guerres, les conflits ou les conquêtes. Les images de victimes mutilées par des mines terrestres renforcent notre détermination à proscrire ces armes. Malte a été parmi les premiers pays signataires de la Convention d'Ottawa et elle procède actuellement à sa ratification. Comme d'autres l'ont déjà fait, nous nous félicitons de son entrée en vigueur au début de l'année prochaine. Cela nous rapproche de l'interdiction de l'utilisation, du stockage, de la fabrication et du transfert des mines antipersonnel et de leur destruction.

Le crime international, le trafic des drogues et le terrorisme sont des phénomènes tout aussi menaçants et

déstabilisateurs qui continuent à altérer le tissu même de nos sociétés et de propager corruption, peur et souffrance. Nul gouvernement ne saurait méconnaître de tels phénomènes ou s'en protéger. Le contentement de soi est dangereux et artificiel. Les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour faire progresser la coopération internationale en vue de lutter contre ces fléaux, notamment ceux du Centre de prévention de la criminalité internationale de Vienne, méritent notre appui total et indéfectible.

Liberté, démocratie et justice sociale sont heureusement devenus des termes fréquents au sein de l'Organisation. Ils sous-tendent en réalité tous nos efforts. Ils reflètent la volonté de concrétiser la réaffirmation par la Charte des droits de l'homme fondamentaux, de la dignité et de la valeur de la personne humaine, et l'égalité des droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, petites et grandes.

L'attachement aux droits de l'homme doit se traduire par des mesures de nature à promouvoir la justice sociale et l'amélioration des niveaux de vie dans une liberté plus grande. Les droits de l'homme que nous promouvons et protégeons doivent s'accompagner d'un filet social qui préserve la dignité de tous. C'est là un principe cher au peuple maltais.

Mon gouvernement est revenu au pouvoir il y a moins de trois semaines. La pierre angulaire de notre programme est de restaurer la confiance, d'assurer la direction et de générer des richesses au profit de tout notre peuple, notre ressource la plus précieuse. Il faut pour cela reprendre une stratégie qui investisse dans l'amélioration du secteur de la santé et de l'éducation avec la même vigueur que celle qui a présidé à la révolution des infrastructures sociales et économique de notre pays. Nous sommes tous pour la justice sociale et, par conséquent, pour le bien-être de ceux qui risquent le plus d'être abandonnés à leur triste sort en temps de transition économique. Les progrès continuent de se mesurer au niveau de la justice sociale qui étaye l'équité et la dignité de la personne et assure une jouissance universelle des droits de l'homme et de libertés fondamentaux.

Le changement de gouvernement s'est également accompagné d'une reprise de la vocation européenne qui avait été interrompue par le gouvernement précédent pendant les 22 mois de son existence. Malte a relancé sa demande d'adhésion à l'Union européenne. Le mandat électoral qui a fait l'objet d'une large majorité reconferme la vocation européenne de notre peuple, vocation qui s'est exprimée à diverses reprises au cours d'élections libres et régulières ces deux dernières décennies. Le choix de notre

peuple est clair et la voie que nous allons suivre l'est tout autant. Notre objectif immédiat est de nous joindre aux pays qui viendront prochainement élargir l'Union. Bien qu'il reste encore beaucoup à faire, l'attachement du peuple et du gouvernement à la réalisation de cet objectif est profondément ancré.

Nous ne choisissons pas d'être européens. Nous sommes européens : européens de par notre histoire et notre culture; de par nos structures économiques et notre organisation politique; de par nos préoccupations en matière de sécurité et nos valeurs éthiques. Notre ancrage à l'Union européenne constitue l'apogée naturelle de notre processus de développement, de nos traditions et de notre culture. Comme dans tout autre pays membre de l'Union, le débat sur les avantages de l'adhésion et sur les droits et responsabilités qui en découlent se poursuit. C'est là un aspect intrinsèque du processus démocratique. Nul part en Europe les choix n'ont été faciles ou évidents, mais partout en Europe la volonté librement exprimée du peuple a toujours prévalu. C'est une caractéristique fondamentale de l'Europe, union politique fondée sur le respect de l'individu et la volonté démocratique de ses peuples.

L'élargissement de l'Union européenne en vue de rassembler des peuples et des pays en son sein dans un esprit de pluralisme, de solidarité et de coopération est plus qu'un simple processus. On ne saurait n'y voir qu'une augmentation du nombre des membres. C'est bien plus que cela. C'est une exigence politique en faveur de la réalisation de l'Union et de sa crédibilité sur la scène politique mondiale. C'est une quête pour l'édification de la paix, un projet qui, en moins de 50 ans, a continué de transformer l'idéal des pères fondateurs en une réalité tangible et qui se caractérise par la réciprocité.

À l'instar de tous les autres États méditerranéens, Malte perçoit les problèmes de sa région avec une préoccupation toute particulière. À la croisée des cultures et des civilisations, la Méditerranée assume une part disproportionnée des troubles, des tensions et des conflits. Pour résoudre chacune de ces crises, il faut que les acteurs directement responsables prennent des mesures positives. La communauté mondiale peut néanmoins contribuer, par ses efforts et ses bons offices, à créer un climat propice à un règlement négocié. Le dur legs du passé quelquefois entrave cette prise de contact qui constitue un premier pas essentiel vers la mise en place des structures de négociation. La communauté internationale et les responsables individuels ont équitablement contribué aux efforts entrepris pour surmonter ces obstacles.

Les plaies ouvertes qui font encore souffrir la région exigent un engagement renouvelé, sans quoi elles continueront de suppurer et de dégénérer en conflits qui risqueraient de s'étendre à d'autres régions.

La question de Chypre a longtemps été une de ces plaies ouvertes, ses répercussions sur le plan politique et sur la stabilité dépassant les dimensions géographiques de l'île. Une solution conforme aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies peut avoir des effets positifs durables pour toutes les parties au différend.

Les problèmes perpétuels que connaît le processus au Moyen-Orient sont particulièrement inquiétants. Malgré les différents efforts, le processus est pratiquement dans l'impasse. Nous pensons qu'il est important de revitaliser et de respecter les engagements pris au moment des accords de paix d'Oslo et ultérieurement. Nous exhortons toutes les parties à répondre favorablement aux initiatives actuellement formulées et dont l'objectif est de relancer le dialogue et l'espoir.

Le nouveau millénaire marque l'anniversaire de la naissance de Jésus-Christ, lorsque le message «paix sur terre» nous a été apporté. C'est précisément ce message qui est au coeur de l'initiative dont nous débattons à cette session, Bethléem 2000. Comme il serait triste que, 2000 ans après ce message, la terre de la nativité soit encore en guerre.

Le processus euroméditerranéen a été un pas important vers le rassemblement des pays européens et des pays méditerranéens en vue de traiter de façon globale les problèmes qui assaillent encore la région. L'impasse au Moyen-Orient a porté un coup dur au processus euroméditerranéen. On espère que ce n'est là qu'un échec temporaire. La stabilité dans la Méditerranée doit reposer sur des initiatives multiples qui nourrissent la coopération au moyen de mesures graduelles visant à restaurer la confiance et la sécurité. C'est pour cette raison fondamentale que nous insistons sur la nécessité de mettre au point un pacte de stabilité pour la région. Les initiatives telles que l'adjonction d'une dimension parlementaire à ce processus de dialogue, préconisée par l'Union interparlementaire, la création d'un conseil ou d'une instance d'États méditerranéens et, enfin, la mise sur pied d'une conférence sur la sécurité et la coopération dans la région méditerranéenne méritent d'être sérieusement examinées.

Les approches régionales viennent compléter et renforcer les efforts déployés au niveau international. En 1992, lors de la réunion à Helsinki pour le suivi de la Conférence

sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) de l'époque, Malte a proposé que la CSCE se déclare organisme régional, en vertu du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies. Nous notons avec satisfaction que les relations entre ce qu'on appelle désormais l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et les Nations Unies continuent de se renforcer. Outre les avantages institutionnels tirés des contacts réguliers entre les deux Organisations, la coopération accrue sur le terrain dans diverses parties de la zone OSCE est plus à propos.

Depuis Dipoli, l'endroit où se sont déroulés les premiers préparatifs, Malte a contribué à l'évolution du processus de l'OSCE. Elle a promu la dimension méditerranéenne du processus. La sécurité méditerranéenne et la sécurité européenne demeurent intimement liées l'une à l'autre. Le renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région méditerranéenne est un élément important pour la stabilité de la région de l'OSCE. L'engagement pris à cet égard par les gouvernements qui se sont succédé à Malte a permis de renforcer la participation des Partenaires méditerranéens pour la coopération aux travaux de l'OSCE. Nous continuerons d'oeuvrer au développement de cette relation.

L'approche régionale a renforcé la coopération en y imbriquant diverses organisations européennes et internationales. À cet égard, Malte rend hommage au Conseil de l'Europe pour son rôle de protection et de promotion de la dignité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de renforcement des principes de la solidarité humaine.

Nous nous réjouissons de l'intention déclarée du Secrétaire général de consolider le partenariat entre les organisations régionales et l'Organisation des Nations Unies en ayant recours à une répartition plus structurée, plus rationnelle et plus rentable des tâches.

Indépendamment des autres organisations, le Commonwealth continue également de proposer des possibilités de coopération. Des projets interrégionaux entre pays imprégnés d'une tradition commune continuent d'être élaborés. Malte défend cet effort international en participant à différents programmes favorisant le développement durable.

L'ONU se trouve face à différents scénarios. Nous savons maintenant qu'il ne suffit pas de négocier des accords. Lorsque nous mettons au point les instruments qui permettront de traiter des problèmes émergents, il faut veiller en priorité à leur donner un caractère d'universalité. La réforme de cette Organisation est une autre priorité.

Nombre de ses structures doivent être plus efficaces. La réforme n'est pas une fin en soi; c'est un processus en cours qui nécessite un examen périodique. Nous devons rester à l'écoute des défis que constituent les changements en nous montrant novateurs et adaptables, en cherchant à réorienter des structures établies à une époque différente, sans trahir les principes essentiels qui restent toujours valables.

Malte a sans cesse prôné la nécessité de revitaliser l'Assemblée générale. Avec son caractère universel et démocratique, l'Assemblée est la manifestation suprême du principe d'égalité souveraine des États. Toutefois, conditionnée par son passé, l'Assemblée n'a pas réalisé son plein potentiel. En tant qu'instance internationale à la recherche d'un consensus, son rôle peut être encore renforcé, ce qui rehausserait son autorité.

Des progrès ont été enregistrés dans les débats sur la réforme du Conseil de sécurité, mais le consensus nous échappe encore. La catégorie de membres devant être élargie est une question qui domine les discussions et attire l'attention. Toutefois, d'autres questions importantes comme la transparence et l'ouverture du Conseil continuent d'évoluer. Malte attache une grande importance à cet aspect qui profite à la grande majorité des États.

Les décisions du Conseil de sécurité sont juridiquement contraignantes pour tous les États Membres. C'est ainsi que les procédures visant à renforcer les consultations entre les membres du Conseil et ceux de l'Assemblée sont particulièrement précieuses. Les méthodes améliorées présentées ces dernières années, bien qu'elles favorisent la relation de symbiose qui devrait lier le Conseil et l'Assemblée, prouvent que les entretiens n'entravent pas la capacité du Conseil d'intervenir avec la diligence requise.

Dans la quête de solutions, même pour ce qui est du genre d'élargissement dont le Conseil de sécurité a besoin, il faut souligner qu'un accord général est nécessaire. Il ne faut pas voir l'accord général en termes quantitatifs. Il faut plutôt le voir comme un moyen de s'assurer que les solutions jouissent de l'appui politique dont dépendra leur succès. Pour résister à l'épreuve du temps, l'accord sur cette question délicate doit être général. L'absence de consensus sur la question de l'élargissement de la catégorie des membres permanents ne devrait pas entraver la poursuite des progrès.

Nous appuyons la position adoptée par le Mouvement des pays non alignés tendant à limiter pour le moment l'élargissement à la catégorie des membres non permanents.

On permettrait ainsi au processus d'aller de l'avant sans préjuger d'une éventuelle poursuite des débats sur l'augmentation de la catégorie des membres permanents.

L'environnement retient l'attention depuis la fin de la guerre froide. L'avènement d'une ère nouvelle de coopération a permis à la communauté internationale de traiter différents domaines nécessitant une action concertée. Un nombre sans précédent de traités et de conventions ont été négociés. Les organes et les institutions créés par traité fonctionnent efficacement et traitent des zones d'intérêt distinctes mais liées entre elles.

Dans ce nouveau milieu international la notion élargie de tutelle que contient la Charte prend une nouvelle importance. Lorsque j'ai présidé l'Assemblée, le Conseil de tutelle était sur le point de mettre un terme aux responsabilités lui incombant à l'égard des derniers territoires confiés à son administration. D'aucuns avaient suggéré de geler ou de démanteler le Conseil. J'ai alors proposé que le Conseil de tutelle reçoive des responsabilités supplémentaires en matière de coordination des efforts faits au plan international pour sauvegarder différents domaines du patrimoine commun de l'humanité.

Depuis, de nombreux autres pays ont proclamé qu'ils étaient favorables à ce type de réforme. Élaborer les nouvelles responsabilités à conférer au Conseil de tutelle fait partie de l'ensemble de réformes proposées l'an dernier par le Secrétaire général.

Nous avons également pris note des recommandations formulées par l'Équipe spéciale des Nations Unies sur l'environnement et les établissements humains dans le rapport qu'elle a soumis au Secrétaire général au début de l'année. L'ouverture positive qu'a suscité cette proposition est encourageante. Malte a l'intention de participer activement aux consultations qui ont été recommandées et que doit engager le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour préparer la prochaine session régulière du Conseil d'administration.

L'application des principes de confiance et de responsabilité commune dans certaines conventions internationales fait de leur coordination une tâche naturelle pour le Conseil de tutelle. Le principe de confiance devrait garder sa juste place dans le cadre institutionnel de l'Organisation.

L'Année internationale de l'océan touche à son terme. Beaucoup d'entre nous estiment qu'une instance est indispensable pour envisager dans leur ensemble les problèmes étroitement liés entre eux des espaces marins. La Commis-

sion mondiale indépendante sur les océans dont j'ai l'honneur d'être membre a examiné avec détermination cette question essentielle. Malte suggère que l'on envisage favorablement à l'Assemblée la suggestion d'instituer un comité biennal plénier pour examiner les questions liées aux océans de façon intégrée.

En dépit de nos efforts collectifs, la paix continue d'être quotidiennement menacée dans diverses régions du monde. Les débats des Nations Unies en réaction à ces menaces sont à juste titre très prisés du public et des médias. Dans la plupart des cas, le succès de ces débats repose sur le dévouement absolu des responsables de l'ONU dans les zones de conflit et en particulier, sur le sacrifice courageux que consentent les troupes qui participent aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Cette année nous célébrons le cinquantième anniversaire des opérations de maintien de la paix. Le personnel de maintien de la paix doit faire face aux risques, aux humiliations, aux menaces et à la mort. Néanmoins, il n'a jamais failli dans sa mission ou dans sa détermination d'apporter l'espoir là où prévaut souvent le désespoir. Malgré les risques croissants, l'ONU n'a pas éludé ses responsabilités. En fait, elle a élargi ses mandats de maintien de la paix. J'ai eu l'occasion de transmettre personnellement par l'Assemblée le message de solidarité et d'appui adressé aux casques bleus qui y servent dans différentes parties du monde lorsque j'étais président de la quarante-cinquième session. Ces 50 dernières années, le nombre de ceux qui ont fait le sacrifice de leur vie n'a fait qu'augmenter. Nous saluons leur courage et rendons hommage à leur mémoire.

Comme d'autres qui ont pris la parole à l'Assemblée avant moi, j'ai souligné certains des défis auxquels notre Organisation est confrontée. De nouveaux problèmes continuent de faire leur apparition, qui nous placent devant des scénarios redoutables et déconcertants. Cependant, alors qu'on ne s'y attendait pas, les Nations Unies ont résisté à l'épreuve du temps. Elles ont survécu parce qu'elles font confiance à l'humanité et font naître l'espoir là où la misère règne. Elles ont peu à peu mis au point les instruments requis pour promouvoir la coopération internationale.

Les obstacles continuent de se dresser et pourtant, bien que jamais au cours de son histoire, l'homme n'a disposé d'autant de possibilités. Il faut saisir l'occasion qui nous est offerte d'agir de concert. Notre attachement aux Nations Unies est indéfectible. Notre volonté d'épargner à l'humanité d'indicibles souffrances est ferme. Ensemble, nous pouvons entrer dans le nouveau millénaire avec une déter-

mination identique à celle dont ont fait preuve des pères fondateurs en cherchant à préserver les générations futures du fléau de la guerre. Nous nous devons de le faire. Nous nous efforcerons de transmettre cette détermination à nos enfants.

**Le Président** (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères et de la coopération du Togo, S. E. M. Joseph Kokou Koffigoh.

**M. Koffigoh** (Togo) : Qu'il me soit permis tout d'abord, Monsieur le Président, au nom du peuple togolais, du Président Eyadéma et de son gouvernement, d'ajouter ma fleur aux bouquets de félicitations qui vous ont été adressées depuis l'ouverture de nos travaux à la suite de votre élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session.

Nos félicitations vont également à votre illustre prédécesseur, M. Hennadiy Oudovenko, qui a dirigé avec efficacité les travaux de la cinquante-deuxième session.

Je voudrais, par ailleurs, rendre hommage au Secrétaire général, M. Kofi Annan, et à ses collaborateurs pour leurs efforts soutenus dans la défense des nobles idéaux de paix, de justice, de progrès et de solidarité qu'incarne l'Organisation des Nations Unies.

À partir de l'analyse de la situation en Afrique, le Togo, par ma voix, voudrait donner sa vision des problèmes de notre monde dans la perspective d'une meilleure coopération internationale.

L'Afrique se démocratise, mais elle a besoin de paix et de sécurité pour réussir. L'Afrique est le continent le plus affecté par les grands fléaux de la planète, mais son évolution s'inscrit aussi dans une dynamique de progrès. Les fléaux qui entravent son développement sont connus : maladies endémiques, sécheresse, pauvreté, instabilité politique, conflits ethniques, guerres civiles et conflits régionaux. Ces fléaux ont tendance à masquer les réussites.

Depuis la signature du Traité d'Abuja, en 1991, l'Afrique s'est fixé un calendrier d'intégration dans le cadre de la Communauté économique de l'Afrique, fondée sur le renforcement des regroupements régionaux : Afrique de l'Ouest, Afrique du Nord, Afrique centrale, Afrique de l'Est et Afrique australe. Ces regroupements sont eux-mêmes activement engagés dans la recherche de solutions communautaires aux défis qui assaillent les États Membres.

Le taux de croissance économique de certains États d'Afrique est en progression constante grâce à une politique de bonne gestion.

Un vaste mouvement démocratique destiné à construire des états de droit a vu le jour et se poursuit sur notre continent avec pour corollaire l'adoption de nouvelles constitutions et la mise en place d'organes indépendants pour les appliquer. De nombreux chefs d'État et de gouvernement ont ainsi eu à remettre leur mandat en cause dans le cadre d'élections périodiques. Dans les nouveaux organes représentatifs des populations (parlements et assemblées nationales) siègent des représentants de la majorité et de l'opposition. La réussite du fonctionnement de ces nouveaux édifices constitutionnels est assurée par des organes juridictionnels indépendants. La presse est désormais libre, de même que le sont les syndicats dans la majorité de nos États.

Si je me permets d'insister sur ces aspects institutionnels de l'édification de la nouvelle Afrique, c'est parce que le respect et l'appui de la communauté internationale à ces institutions sont un facteur de paix à l'intérieur des États et, donc, de paix dans nos régions.

En effet, l'expérience nous montre qu'un conflit interne, en provoquant un exode de populations vers les pays voisins, affecte rapidement et gravement ceux-ci. Souvent, à l'instar de ce qui se passe actuellement dans la région des Grands Lacs, un conflit interne, dis-je, peut déboucher sur une crise régionale.

Le Togo est de ces États qui se sont volontairement dotés d'institutions garantissant l'état de droit et capables d'arbitrer les litiges pouvant surgir dans le nouveau contexte de démocratisation. C'est dans ce cadre que la Cour constitutionnelle du Togo a proclamé les résultats de l'élection présidentielle du 21 juin 1998, après avoir arbitré les litiges nés du scrutin.

Le respect des institutions étant le fondement même de la démocratie et de la paix, le Togo, par ma voix, du haut de cette tribune, invite tous ses partenaires réunis au sein de l'Organisation des Nations Unies à appuyer sans discrimination les efforts de tous les pays d'Afrique qui se sont engagés dans la difficile mais exaltante voie de l'édification d'un État de droit. La paix en Afrique est également à ce prix.

Si nous pouvons nous réjouir de la fin de certains conflits, notamment au Libéria et en Sierra Leone, et des solutions en vue pour apaiser les tensions en Guinée-Bissau, nous ne pouvons manquer d'exprimer, à notre tour, nos

inquiétudes face à la crise régionale dans la région des Grands Lacs, à la reprise des hostilités en Angola, à la persistance de la crise somalienne et, enfin, à la confrontation armée entre l'Éthiopie et l'Érythrée.

Nous ne soulignerons jamais assez les vertus du dialogue et de la négociation en tant que voies à privilégier lorsqu'il s'agit de régler les différends entre États sur la base du respect de l'intégrité de leurs territoires.

À ce propos, il convient que la communauté internationale mette fin à l'embargo imposé à la Libye à travers l'application de la solution juridictionnelle acceptée par ce pays et en assurant un procès équitable aux personnes suspectées dans l'attentat de Lockerbie. Le Togo appuie fermement les efforts de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) visant au règlement de ce litige et destinés à mettre fin aux souffrances du peuple libyen.

C'est, pour mon pays, le lieu de réitérer sa ferme condamnation du terrorisme sous toutes ses formes et de souligner la nécessité d'une action urgente et concertée visant à combattre ce fléau avec efficacité.

Comme on s'en rend compte, la multiplication des situations de conflit en Afrique demeure un réel sujet de préoccupation pour la communauté internationale. À cet égard, il est heureux de constater que l'important rapport (A/52/871) présenté en février dernier par la Secrétaire général à la demande du Conseil de sécurité sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique contient des recommandations concrètes sur les moyens de prévenir ces conflits et d'y mettre fin, ainsi que sur les mesures à prendre pour créer les conditions d'une paix et d'une croissance économique durables. Il faut souhaiter que la mise en oeuvre de ces recommandations, tant par le Conseil de sécurité que par les organes pertinents du système des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods, permette de prévenir efficacement les conflits et d'engager l'Afrique dans la voie du progrès, de la stabilité et du développement durable.

Ailleurs dans le monde, c'est avec soulagement que nous avons accueilli la signature d'un accord entre le Gouvernement iraquien et l'ONU, accord qui a permis d'éviter, *in extremis*, une nouvelle confrontation dans le Golfe.

Toujours dans la même région, mon gouvernement déplore le blocage actuel du processus de paix israélo-palestinien et reste convaincu que seule la reprise des négociations directes entre les principaux protagonistes pourra



permettre à cette région de connaître une ère de paix, de sécurité et de prospérité. Nous venons d'accueillir avec soulagement les contacts qui viennent d'avoir lieu entre M. Yasser Arafat et M. Benyamin Nétanyahou par l'intermédiaire du Gouvernement des États-Unis, initiative que le Togo appuie fortement.

S'agissant des autres crises qui secouent le monde et qui précarisent la vie de tant de millions d'hommes, notamment en Afghanistan et au Kosovo, le souhait de mon pays est que, grâce à une volonté politique ferme sous-tendue par des pourparlers francs et sincères, les parties en conflit trouvent des solutions appropriées et acceptables pour tous.

À l'aube du troisième millénaire, les préoccupations de l'heure ne sont pas seulement liées aux enjeux du phénomène de la mondialisation ou de la globalisation. La préservation de la paix, de la sécurité et de la stabilité pour les États et les peuples est et demeure une priorité majeure. Dans cette optique, le Togo se réjouit de constater que l'Organisation des Nations Unies continue de s'acquitter de sa mission de pacification et de maintien de la paix. À cet égard, je me réjouis de la commémoration, le 6 octobre prochain, des 50 années des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et je voudrais saluer la mémoire de tous ceux qui, hommes et femmes, ont sacrifié leur vie au service de l'Organisation.

Mon pays, qui soutient fermement la recherche permanente de la paix et de la sécurité pour tous, voudrait souligner la nécessité, dans un esprit de complémentarité, de renforcer dans ce domaine la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations sous-régionales et régionales, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies. À cette fin, il conviendrait de mettre en place des mécanismes régionaux appropriés, indispensables à la concrétisation de cette volonté commune d'assurer collectivement le maintien de la paix et de la sécurité.

C'est dans cet esprit que le Togo s'emploie, de concert avec les autres pays de la sous-région ouest-africaine, et ce, dans le cadre de la CEDEAO, à mettre en place un mécanisme viable et permanent de prévention, de gestion, de règlement des conflits et de maintien de la paix. C'est également dans ce cadre que s'inscrivent la quatrième sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, tenue à Lomé le 17 décembre 1997, et l'organisation des manoeuvres militaires conjointes «Cohésion Kompienga 98», du 16 au 21 avril 1998, auxquelles ont participé les forces armées du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Niger, du Nigéria, du Tchad et du Togo.

Veiller au maintien de la paix et de la sécurité, créer les conditions d'un développement économique harmonieux pour les pays en vue d'un mieux-être de nos populations et oeuvrer pour un monde de justice dans lequel les droits des individus et des peuples sont non seulement reconnus et consacrés, mais surtout respectés, figurent parmi les objectifs de l'Organisation des Nations Unies.

Ma délégation saisit cette occasion pour saluer la tenue à Rome, du 15 juin au 17 juillet 1998, de la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une Cour pénale internationale ayant abouti à l'adoption du Statut de cette Cour.

Le Togo est d'avis qu'il ne peut y avoir de paix sans justice. Le combat pour la paix et celui pour plus de justice doivent être considérés comme deux aspects complémentaires d'une même et unique bataille pour la réalisation des aspirations profondes des peuples du monde entier. L'heureux aboutissement des négociations qui ont permis l'adoption du Statut de cette Cour est une nouvelle preuve de la vivacité et des capacités de notre Organisation à gérer le présent et à préparer les États à faire face aux enjeux de demain.

C'est pourquoi ma délégation s'inscrit en faveur de toute réforme de l'Organisation des Nations Unies visant à la rendre plus efficace, plus attentive aux problèmes de l'humanité et plus démocratique, afin que les opinions des uns et des autres soient mieux reflétées et prises en compte au niveau de tous les organes.

Le Togo voudrait dès lors voir aboutir rapidement les discussions qui permettraient la représentation, à titre permanent, de l'Afrique au Conseil de sécurité, conformément aux résolutions de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). La démocratie que nous essayons de prôner sur le plan national doit se refléter également dans nos organisations internationales.

L'Organisation des Nations Unies a toujours joué un rôle important dans la promotion du développement économique et social, apportant ainsi, lorsque cela est nécessaire, aux femmes, aux enfants et aux hommes du monde entier l'assistance dont dépend souvent leur survie. Cependant, force est de reconnaître que, malgré les efforts déployés, le relèvement du niveau de vie, le plein emploi ainsi que les conditions de progrès et de développement économique et social ne sont pas assurés, notamment en Afrique où la persistance des inégalités et de la pauvreté, entre autres, compromet dangereusement la stabilité des États.

Certes, les économies africaines ont enregistré des performances remarquables ces trois dernières années, cependant il n'en demeure pas moins que la consolidation de ces acquis reste tributaire de l'environnement économique international. Les contraintes économiques structurelles mondiales, au nombre desquelles le fardeau persistant de la dette, la baisse du flux de l'aide publique au développement, les fluctuations monétaires, l'inégalité des flux d'investissement, la faiblesse des prix des produits de base de même que la protection des marchés pratiquée par des pays développés, demeurent encore les principaux obstacles au développement économique des pays africains.

Concernant notamment le fardeau de la dette, mon pays apprécie à sa juste valeur la déclaration de la huitième réunion consultative OUA-Banque africaine de développement-Commission économique pour l'Afrique (CEA), tenue à Abidjan en janvier 1998, et estime que les efforts d'allègement de ce fardeau devront se poursuivre en concertation avec les partenaires de l'Afrique en vue de rechercher des solutions appropriées à cet épineux problème.

Dans cet ordre d'idées, le Togo voudrait réaffirmer l'impérieuse nécessité de la tenue de la conférence internationale sur la dette extérieure de l'Afrique et sollicite le soutien de la communauté internationale à la concrétisation de cette proposition.

Par ailleurs, il est regrettable de constater qu'au moment de la mondialisation de l'économie, la marginalisation de l'Afrique en termes d'échanges mondiaux s'accroît alors qu'aujourd'hui le développement des échanges apparaît comme le moyen le plus efficace de gérer les ressources indispensables à l'autofinancement. En effet, l'une des conditions fondamentales du développement et de la croissance économique des États africains est d'obtenir de l'exportation de leurs produits de base des recettes suffisantes en devises. Aussi, de l'avis de ma délégation, l'instauration d'un système mondial ouvert, fondé sur des règles justes et équitables, s'impose pour assurer la participation active de ceux-ci au commerce international. Il s'agira, pour ce faire, d'adopter des mesures plus libérales susceptibles, d'une part, de favoriser la transformation et la diversification de leurs produits et, d'autre part, d'attirer et d'orienter les investissements vers eux.

Les pays industrialisés cherchent à unir leurs forces. Cela prouve à l'évidence qu'aujourd'hui aucun pays, si puissant soit-il, ne peut tout seul assurer sa croissance économique et faire face à la concurrence internationale de plus en plus rude. Forts de cette réalité, les pays africains ont, ces dernières années, affirmé leur volonté de mettre en

commun leurs potentialités en créant et en renforçant des ensembles sous-régionaux. Il est évident que la politique de développement de nos pays ne saurait être conçue en dehors de ce créneau qui seul peut amener l'Afrique à entrer de plain-pied dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle comme un partenaire crédible.

À cet égard, l'entrée en vigueur du Traité instituant la Communauté économique africaine illustre bien la volonté des États Africains d'unir leurs efforts pour assurer leur progrès.

Le Togo, résolument engagé en faveur de cette politique d'intégration économique du continent, voudrait saisir cette occasion pour exhorter à nouveau la communauté internationale à appuyer les pays africains dans leurs efforts visant à atteindre les objectifs d'un développement durable, qui seul peut promouvoir la prospérité et le mieux-être de leurs populations.

Je voudrais à ce propos indiquer qu'une tendance se dessine actuellement en Afrique pour que les actes accomplis par nos organisations régionales et sous-régionales en Afrique soient soumis à un contrôle parlementaire inter-africain. C'est dans ce cadre qu'a été créé récemment à Bamako le Comité interparlementaire de l'Union monétaire et économique ouest-africaine, qui a déjà commencé de fonctionner. C'est également dans ce cadre qu'une assemblée parlementaire a été créée dans les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en Afrique australe. C'est vous dire que si, en général, les gens ont tendance à désespérer de l'avenir de l'Afrique, nous, les jeunes Africains avons foi que l'Afrique est sur la bonne voie, à condition qu'elle bénéficie du soutien sans failles de la communauté internationale.

À ce sujet, il me plaît, une fois encore, de saluer l'engagement du Gouvernement japonais aux côtés de l'Afrique à travers la Conférence de Tokyo pour le développement de l'Afrique destinée à rechercher des solutions aux problèmes de développement du continent. Ma délégation saisit cette occasion pour remercier de nouveau le Gouvernement japonais pour tous ses efforts en vue de renforcer la coopération entre l'Afrique et l'Asie et pour le féliciter de la convocation de la Conférence en octobre prochain à Tokyo.

Par ailleurs, le Togo considère que la conjonction de la Conférence de Tokyo avec d'autres initiatives, notamment celle des États-Unis d'Amérique relative à un partenariat équitable, dénommée Vision 20/20, celle de l'Union européenne dans le cadre de la Convention de Lomé, celle de la francophonie dans le cadre du Plan d'action de Hanoi,

aideront à préserver et à consolider la chaîne de solidarité que l'Afrique voudrait voir plus active et plus édifiante.

Enfin, convaincu de la nécessaire solidarité entre les Membres de notre Organisation et profondément attaché aux nobles idéaux de paix, de liberté, de justice et de progrès économique, social et culturel que l'Organisation des Nations Unies a contribué à promouvoir, mon pays, en cette année du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, formule le voeu le plus ardent que se concrétisent, au profit de l'humanité tout entière, les aspirations profondes des peuples à plus de liberté, à un monde de paix où se renforce chaque jour davantage la lutte contre la pauvreté, la famine et la maladie.

**Le Président** (*interprétation de l'espagnol*) : L'orateur suivant est le Ministre des affaires étrangères de la République arabe syrienne, M. Farouk Al-Shara, que j'invite à prendre la parole.

**M. Al-Shara** (République arabe syrienne) (*interprétation de l'arabe*) : J'ai le plaisir de vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection à la présidence de l'Assemblée générale, à sa cinquante-troisième session. Nous sommes convaincus que vos vastes connaissances des affaires internationales vous aideront à accomplir votre tâche et vous permettront de mener à bien les délibérations de cette session. Je voudrais également remercier votre prédécesseur, M. Hennadiy Oudovenko, pour sa direction éclairée et les efforts louables qu'il a déployés au cours de la session précédente de l'Assemblée. Je me dois d'exprimer notre reconnaissance et nos remerciements au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Kofi Annan, pour les efforts qu'il déploie afin de renforcer le rôle des Nations Unies dans les affaires internationales.

Depuis la fin de la guerre froide il y a une dizaine d'années, nombreux sont ceux, notamment dans les pays du Nord, qui pensaient que cette planète, où vivent plus de 6 milliards de personnes, allait devenir plus stable, plus sûre et plus prospère. Cette conviction procédait de la notion que le système bipolaire n'était pas à même d'instaurer la sécurité internationale sauf dans le cadre d'un équilibre de la terreur. L'ancien système n'était pas non plus en mesure de résoudre les conflits régionaux en raison de la concurrence à laquelle donnaient lieu les sphères d'influence.

La question qui se pose à présent à la communauté internationale est la suivante : ces convictions étaient-elles justifiées? Certains n'auraient-ils pas pris leurs désirs pour des réalités et méconnu les points saillants suivants?

Premièrement, les armes nucléaires, dont la capacité de destruction est sans égale, ont proliféré après la fin de la guerre froide et sont maintenant disponibles en Inde et au Pakistan. Cette prolifération a également gagné une sorte de légitimité du fait que la possession par Israël d'armes nucléaires n'a pas été mentionnée au cours de la Conférence d'examen et de prorogation de 1995 des parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Mon pays, la Syrie, les pays arabes et la plupart des pays du Mouvement des pays non alignés ont, au cours de la Conférence d'examen et de prorogation, demandé aux cinq États dotés de l'arme nucléaire qu'ils fassent en sorte qu'aucun pays ne puisse être exempté de l'obligation d'adhérer à ce Traité, afin d'épargner au monde une nouvelle course aux armements nucléaires. Malheureusement, cet appel urgent n'a pas été entendu. Ceux qui pensent que la prolifération des armes nucléaires pourra être limitée à quelques pays se trompent. La Syrie et tous les pays arabes demandent qu'on fasse du Moyen-Orient une région exempte d'armes nucléaires, ce qui contribuerait grandement à l'arrêt de la course aux armements nucléaires.

Deuxièmement, dans la période de l'après-guerre froide, les conflits régionaux se sont multipliés; ils sont devenus plus féroces et leurs formes comme leurs motifs ont varié. À tel point d'ailleurs que les États-Unis — actuellement la seule superpuissance dans un monde unipolaire — et le Conseil de sécurité — organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales — ne sont plus en mesure de contenir ces conflits, encore moins de leur trouver des solutions justes. Quiconque lit la déclaration que les Ministres des affaires étrangères des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité ont publiée au début de la présente session de l'Assemblée générale ne pourra qu'éprouver des maux de tête et des sentiments de vive frustration en constatant que ce monde est confronté à tant de conflits régionaux et à tant de crises complexes, sans qu'il soit possible de percevoir la moindre lueur au bout du tunnel.

Troisièmement, les récentes crises économiques et financières dont le monde a été témoin, notamment à la suite de l'effondrement des marchés financiers en Asie du Sud-Est et de la dégringolade des prix des matières premières, en particulier du pétrole, sont autant de phénomènes qui montrent que la mondialisation économique est une épée à double tranchant dont les répercussions ne peuvent se limiter aux pays que fascine une prospérité rapide générée par l'entrée de capitaux et d'investissements étrangers. Au contraire, ces répercussions vont au-delà de ces pays pour s'étendre aux pays exportateurs de capitaux et d'investissements.

tissements, qui ont été également tentés par des profits rapides sans se soucier suffisamment de leurs conséquences.

On ne peut que s'inquiéter actuellement du monde au nom de la mondialisation, laquelle donne priorité au profit au détriment d'autres facteurs : économiques, sociaux, culturels et environnementaux. Elle s'efforce également de faire en sorte que le rôle de l'État se limite à fournir des garanties et à protéger les principales forces du marché, en méconnaissant le fait que la responsabilité des États est de veiller à ce que leurs peuples jouissent de la justice sociale. En outre, le fait de tenir les pays en développement en marge des prises de décisions au plan international dans le domaine économique et de maintenir les lourdes restrictions imposées à l'accès de ces pays aux marchés internationaux ainsi qu'aux ressources financières et technologiques, empêche ces pays de tirer parti des avantages que promet la mondialisation.

Le renforcement des indicateurs de développement et le relèvement des niveaux de productivité offrent le moyen le plus durable et le plus viable de limiter les effets des crises économiques et des bouleversements financiers, en particulier dans les pays en développement. En tout état de cause ces crises et bouleversements peuvent se produire de temps à autre et toucher tout pays, aussi immunisé puisse-t-il paraître contre ces phénomènes, tant que ne sera pas stable l'unité monétaire la plus puissante et prédominante dans le monde, le dollar des États-Unis. Il se pourrait néanmoins que la création imminente d'une unité monétaire européenne favorise l'instauration d'un système économique et financier international plus stable.

En tout état de cause, la seule option qui s'offre est l'ouverture d'un dialogue sérieux dans le cadre des Nations Unies entre pays en développement et pays développés et les institutions monétaires internationales, en vue de jeter les bases solides d'une coopération internationale de nature à délivrer le monde des surprises économiques et des bouleversements sociaux et à oeuvrer véritablement dans l'intérêt de tous les pays du monde, du Sud comme du Nord.

Le conflit arabo-israélien jouit, depuis qu'il a commencé, d'une priorité élevée dans l'ordre du jour de la communauté internationale. Des mesures pour résoudre ce conflit ont été prises sans relâche au plan international chaque fois qu'il a explosé, car le Moyen-Orient, de par sa position stratégique singulière, son immense richesse matérielle et spirituelle, et son célèbre patrimoine culturel, peut être considéré comme le paramètre le plus sensible pour évaluer l'état de la paix et de la sécurité dans le monde.

Lorsqu'il a été déclenché à la Conférence de Madrid, le processus de paix a été perçu comme l'amorce d'un règlement du conflit, qui correspondrait à la fin de la guerre froide. Les principes de Madrid, les assurances données par les États-Unis et les résultats obtenus constituaient une solide base qui, en aucune circonstance, ne saurait être ignorée.

L'insistance du Premier Ministre israélien de poursuivre une politique hostile à la paix et son rejet des droits des Arabes de recouvrer leurs territoires occupés sous prétexte de veiller à la seule sécurité d'Israël — au moment où l'arsenal militaire d'Israël est considéré comme l'un des plus puissants et des plus modernes du monde —, constituent un défi lancé tant aux Arabes qu'à la volonté de l'ensemble de la communauté internationale.

Il semble évident que la notion de sécurité d'Israël ne se limite pas aux territoires arabes qu'il occupe; au contraire, il oeuvre pour établir une alliance militaire dans la région qui saperait le processus de paix et ouvrirait à la région une voie jonchée de dangers, de tensions et de risques d'explosion.

La région et ses peuples ont besoin, non pas tant d'établir des alliances et des axes que d'instaurer une paix juste et globale, fondée sur le retrait complet d'Israël du Golan syrien occupé jusqu'à la ligne de démarcation du 4 juin 1967, du Sud du Liban et de la Bekaa occidentale, dans le cadre de la mise en oeuvre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et du principe de la terre contre la paix. En outre, il s'agit de sauvegarder les droits légitimes du peuple palestinien à l'autodétermination et à la création d'un État indépendant sur son territoire national.

Le processus de paix est confronté à une véritable crise. Il est dans l'impasse sur les volets syrien et libanais depuis plus de deux ans. Il fait face également à une érosion du volet palestinien en raison de l'intransigeance israélienne. L'ensemble du processus de paix continuera à s'affaiblir tant que le Gouvernement israélien rejettera le principe de la terre contre la paix pour essayer d'imposer une paix aux Arabes, fondée sur l'occupation et les colonies de peuplement. Néanmoins, la Syrie demeure attachée à la paix; elle considère que la paix est une option stratégique qui exige la reprise des négociations là où elles ont été arrêtées sur les volets syrien et libanais et qui doit mettre à profit les engagements pris et les acquis obtenus jusqu'à l'instauration dans la région d'une paix juste et globale.

La Syrie se soucie de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Iraq et demande que soient allégées les souffran-

ces du peuple irakien frère, et que soient levées les sanctions qui lui sont imposées conformément à un calendrier précis. Entre-temps, l'Iraq est appelé à mettre en oeuvre les résolutions récentes du Conseil de sécurité d'une manière qui permette de trouver une solution juste au problème des prisonniers de guerre koweïtiens.

La Syrie demande également la levée des sanctions imposées à la Libye, car elle est convaincue qu'il est possible de traiter cette crise dans le cadre juridique approprié, à l'abri de toute motivation politique. Nous appuyons pleinement la demande de la Libye pour qu'une solution juste soit trouvée à ce problème.

La Syrie s'oppose au terrorisme sous toutes ses formes et manifestations; elle condamne le terrorisme sur tous les fronts. Elle fait une distinction entre le terrorisme et la lutte légitime que mènent ces peuples contre l'occupation étrangère, pour l'autodétermination et la libération nationale, qui ne peut être assimilée au terrorisme. Elle condamne également le meurtre de civils innocents, où qu'il se produise, tout comme le terrorisme d'État exercé par Israël contre les Arabes.

Nous estimons que le recours à la force et à la violence dans les relations internationales est contraire aux dispositions de la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, qu'il ne peut ouvrir la voie à la légitimité internationale, mais qu'il laisse au contraire la porte grande ouverte à la loi de la jungle. À cet égard, la Syrie estime que l'attaque des États-Unis contre l'usine pharmaceutique d'Al-Shifa, au Soudan, est injustifiée et qu'elle constitue une violation des principes du droit international et de la Charte des Nations Unies. Dans cette perspective, la Syrie appuie la demande que le Gouvernement soudanais adresse au Conseil de sécurité afin qu'une mission d'enquête soit envoyée pour faire la lumière sur les allégations américaines relatives à cette usine.

*M. Mra (Myanmar), Vice-Président, assume la présidence.*

La Syrie suit avec une vive préoccupation les violents conflits qui sévissent dans certains pays africains. Tout en exprimant sa solidarité et son appui aux peuples de l'Afrique, la Syrie demande à la communauté internationale de consentir les efforts qui s'imposent, en étroite coopération avec l'Organisation de l'unité africaine, pour trouver à ces conflits des solutions qui permettent de consolider la paix, la stabilité et la sécurité du continent africain. La communauté internationale est également appelée à accorder toutes formes d'appui aux États africains afin de leur permettre

d'éliminer le fléau de la pauvreté et de se libérer du fardeau de la dette, et pouvoir ainsi réaliser un développement durable.

Nous suivons également avec une vive inquiétude la situation dans la République de Somalie. Nous demandons instamment à toutes les parties somaliennes de respecter leurs engagements et de mettre en oeuvre les accords qu'elles ont conclus. Nous leur demandons de mettre les intérêts nationaux de la Somalie au-dessus de toutes les autres considérations et de coopérer avec les efforts entrepris par les pays arabes et africains, ainsi qu'au plan international, dans le but de favoriser la réconciliation nationale et de garantir au peuple somalien son retour à la sécurité et à la stabilité.

La Syrie appuie les mesures prises pour assurer l'instauration de la paix et de la sécurité dans la péninsule coréenne, comme nous appuyons l'aspiration du peuple coréen à réaliser son unité.

La Syrie souligne de nouveau la nécessité urgente de prendre, dès que possible, toutes les mesures nécessaires afin de mettre fin aux sanctions économiques, commerciales et financières imposées par les États-Unis à l'encontre de Cuba depuis plus de trois décennies. Nous appuyons l'appel que Cuba a lancé en faveur d'un règlement des divergences qui existent entre les deux pays au moyen du dialogue et sur la base de l'égalité, du respect mutuel et des relations de bon voisinage.

La Syrie est extrêmement préoccupée par la situation générale en Afghanistan, notamment les effusions de sang chroniques. La Syrie condamne énergiquement le meurtre de diplomates iraniens à Mazar-i-Sharif. Ce meurtre constitue une violation des principes du droit international et des valeurs de tolérance de l'islam. Nous demandons à toutes les parties de faire preuve de retenue et d'oeuvrer de concert en vue de parvenir à une solution pacifique et à une réconciliation nationale.

La Syrie appuie la position du Mouvement des pays non alignés qui estime que la réforme du Conseil de sécurité, sa démocratisation et l'élargissement de sa composition font partie intégrante d'un ensemble de mesures qui n'est assujéti à aucun calendrier précis. Les principes de l'égalité souveraine entre les États et de la représentation géographique équitable doivent être respectés, conformément aux dispositions de la Charte. La Syrie estime également que l'exercice du droit de veto devrait être réduit et que sa portée devrait être limitée.

Nous appuyons la position adoptée par le Mouvement des pays non alignés sur le cadre d'un accord général, et plus précisément sur un accord devant être conforme aux dispositions de l'Article 108 de la Charte, qui exige une majorité des deux tiers des États membres.

Le plan de réforme proposé par le Secrétaire général était une mesure constructive de nature à améliorer l'efficacité de l'Organisation et de lui permettre de faire face aux changements qu'exigera l'étape suivante. La délégation syrienne a participé aux discussions concernant la réforme de l'ONU dans le même esprit de responsabilité collective que les autres États Membres en vue de renforcer le rôle de l'Organisation. Nous estimons que les États Membres ont un rôle majeur à jouer dans les consultations concernant les réformes et les résolutions qui en émaneront.

La célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme offre une occasion qui fera date de souligner de nouveau que tous les droits de l'homme sont universels et interdépendants et que la communauté internationale devrait aborder les droits de l'homme d'une façon globale, juste et équitable, à l'abri des doubles critères et de toute manipulation politique ou ingérence dans les affaires internes des États et en tenant compte des caractéristiques nationales ainsi que des éléments historiques, culturels et religieux de chaque peuple et de chaque nation.

Le genre humain continue d'aspirer à un monde exempt de guerre, de pauvreté, d'ignorance et d'injustice, un monde où prédomineraient la justice, la sécurité, la stabilité et le développement durable. Les peuples du monde ont placé de grands espoirs en la Charte des Nations Unies, qui énonce, parmi ses buts et principes, l'importance de maintenir la paix et la sécurité mondiales et de développer entre les pays des relations basées sur le respect de l'égalité et de l'autodétermination des peuples et la réalisation de la coopération internationale dans les domaines économique, social, culturel, de même que le renforcement des libertés fondamentales de l'homme partout dans le monde.

Ouvrons ensemble avec sérieux et confiance sur la base de ces buts et principes. Ne décevons pas les générations futures. La tâche ne sera pas facile, mais il s'agit certainement d'une noble tâche qui mérite nos efforts, nos sacrifices, notre patience et notre sagesse.

**Le Président par intérim :** Je donne la parole au Ministre des affaires étrangères de l'Azerbaïdjan, S. E. M. Tofik Zulfugarov.

**M. Zulfugarov (Azerbaïdjan) (interprétation du russe) :** Qu'il me soit permis tout d'abord de féliciter le Président de son élection à l'unanimité à la présidence de l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session et de lui exprimer la confiance que nous plaçons en lui pour diriger les travaux de l'Assemblée et permettre à celle-ci de s'attaquer avec succès aux questions complexes dont elle est saisie.

Je voudrais exprimer notre gratitude toute particulière à M. Hennadiy Oudovenko, dont la grande expérience et le professionnalisme ont grandement contribué au succès de la session précédente, et dont le travail qu'il a accompli en qualité de Président de la cinquante-deuxième session a incarné l'attachement des Nations Unies au processus de réforme tendant à renforcer l'efficacité de l'Organisation.

Tous les aspects de la vie en Azerbaïdjan sont traités dans le processus d'une réforme radicale qui tend à créer une société démocratique séculaire fondée sur la primauté du droit et sur l'économie de marché. En dépit des difficultés patentes qui se posent actuellement et qui sont les conséquences du conflit armé, ainsi que de celles inhérentes à la période de transition, l'Azerbaïdjan estime avoir choisi la seule option qui s'offrait pour procéder à sa transformation démocratique et que le renforcement de ses institutions démocratiques est une priorité de sa politique d'État.

Le respect des droits politiques et civils et des libertés fondamentales, le fonctionnement d'un système multipartite, la protection des intérêts de chaque citoyen dans notre société, quelle que soit son origine ethnique, l'indépendance du système judiciaire, ainsi que la promotion d'autres éléments de la société démocratique, sont garantis par la Constitution de la République de l'Azerbaïdjan, laquelle a été adoptée le 12 novembre 1995 lors d'un référendum national. Beaucoup a été fait pour que le système législatif du pays s'aligne sur les normes pertinentes internationales.

Les élections présidentielles, qui auront lieu le 11 octobre en Azerbaïdjan, constituent un jalon dans le processus de consolidation de la base démocratique de la société. Des mesures ont déjà été prises par les dirigeants du pays qui ont jeté la base d'élections libres et justes. Une nouvelle loi sur les élections présidentielles en République de l'Azerbaïdjan, qui a été soigneusement examinée par le Bureau des institutions démocratiques et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et le Conseil de l'Europe, répond aux normes internationales rigoureuses en la matière.

Le processus électoral sera supervisé par plus de 300 observateurs internationaux de l'OSCE, du Conseil de

l'Europe et d'autres organisations internationales, ainsi que d'institutions de pays, comme l'Institut national démocratique pour les affaires internationales des États-Unis. La participation la plus large possible d'observateurs nationaux a été prévue. Le dirigeant du pays s'est engagé à organiser des élections libres et justes, considérant qu'il s'agit-là d'un événement historique pour l'État d'Azerbaïdjan.

L'orientation concrète donnée au pays par les réformes en cours se reflètent dans son économie. L'instabilité interne, l'absence d'une base législative nécessaire à une économie de marché, la désintégration des relations économiques et commerciales traditionnelles, la récession économique et le grand déficit budgétaire sont autant d'éléments auquel le jeune État azerbaïdjanais doit faire face à l'étape initiale de sa formation et qui ont freiné son développement économique. L'agression armée par l'Arménie, pays voisin, a nui à la situation en Azerbaïdjan. Il en est résulté l'occupation d'un cinquième de son territoire, l'émergence de près d'un million de réfugiés et de personnes déplacées et la poursuite par l'Arménie d'un blocus qu'elle impose depuis 10 années à la région de Nakhitchevan de l'Azerbaïdjan.

La politique d'édification d'une société démocratique basée sur une économie de marché, choisie par les dirigeants du pays, a créé les conditions préalables à des réformes économiques fondamentales. Depuis 1995, le Gouvernement azerbaïdjanais réalise un programme détaillé pour parvenir à une stabilisation de l'économie. Les politiques fiscales, monétaires et de crédit ont été rationalisées, et les réformes structurelles devant aider à libéraliser l'économie ont été achevées. Nous avons réalisé la stabilité macroéconomique et la stabilité de la monnaie nationale. En fait, le taux d'inflation a pratiquement été réduit à zéro et, depuis 1996, on note une croissance constante du produit national brut. La stabilité interne réalisée grâce à la politique cohérente des dirigeants du pays ainsi qu'aux réformes mises en place a créé un climat favorable aux investissements dans le pays.

Aujourd'hui, l'Azerbaïdjan poursuit la réforme de son système bancaire et la privatisation des entreprises d'État. Je saisis cette occasion pour remercier le Fonds monétaire international et la Banque mondiale de l'appui qu'ils ont apporté au programme de stabilisation de l'Azerbaïdjan et au financement des transformations structurelles de son économie. Je voudrais donner aux membres de l'Assemblée l'assurance que les réformes économiques entreprises par notre gouvernement sont irréversibles et exprimer l'espoir que ces importantes institutions financières augmenteront l'aide qu'elles apportent à l'Azerbaïdjan.

Dans sa politique économique, notre pays reste attaché à son intégration dans l'économie mondiale. Situé au carrefour des civilisations orientale et occidentale, et ayant été durant des siècles un lien entre l'Europe et l'Asie, l'Azerbaïdjan met en oeuvre un programme systématique d'intégration sans heurt dans l'économie mondiale, en accordant une grande importance au développement d'une coopération régionale fructueuse mutuellement bénéfique, basée sur le respect mutuel pour la souveraineté et les intérêts de tous les États et le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures.

À cet égard, les dirigeants du pays accordent une importance stratégique à l'idée de créer un couloir Est-Ouest, en particulier le développement de liaisons Europe-Caucase-Asie. Le programme Couloir de transport Europe-Caucase-Asie (TRACECA), mis au point par la Commission de l'Union européenne, en 1993, vise à promouvoir le développement de l'infrastructure des transports nationale et régionale afin de renforcer la coopération entre les pays d'Europe, de la mer Noire, du Caucase, de la mer Caspienne et d'Asie. L'exécution de ce programme donnera un accès fiable au système de transport transeuropéen et transasiatique pour les pays sans littoral du Caucase et de l'Asie centrale. Ces cinq dernières années, grâce à une coopération étroite entre les États du programme et à l'appui actif de la Commission de l'Union européenne, des progrès sensibles ont été réalisés vers la modernisation et le développement des communications, des lois et codes y afférents et l'amélioration des politiques tarifaires et douanières des États participants.

Les résultats de cinq années de travail ont été examinés à la Conférence internationale de restauration de l'historique route de la soie, qui a eu lieu à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, les 7 et 8 septembre 1998, et qui a réuni les délégations de 32 pays, y compris neuf chefs d'État et 13 organisations internationales. Le résultat principal de la Conférence a été la signature d'un accord multilatéral fondamental sur les transports internationaux afin de développer le couloir Europe-Caucase-Asie. Il s'agit-là d'un mécanisme institutionnel important pour promouvoir le développement et la réglementation des transports ainsi que la coordination et l'harmonisation des politiques et des cadres juridiques en matière de transport. La Conférence de Bakou est devenue la pierre angulaire du renforcement et de l'élargissement de la coopération pour le développement accru du couloir Europe-Caucase-Asie dans l'intérêt du progrès économique de tous les États participants.

La délégation de l'Azerbaïdjan compte sur l'appui des autres États Membres dans la mise en oeuvre de ce pro-

gramme. Nous sommes persuadés que le fait de rétablir la route de la soie et de faire participer les autres pays et régions à ce projet imprimera un fort élan au processus de rapprochement et d'enrichissement mutuels de nos peuples, qui à son tour renforcera leur indépendance et leur souveraineté et les encouragera à appliquer des réformes démocratiques orientées vers les marchés.

La mise en oeuvre de programmes d'exportation des ressources en hydrates de carbone de l'Azerbaïdjan et des autres pays du bassin de la mer Caspienne vers les marchés mondiaux par le biais d'oléoducs multiples fait partie intégrante du concept Est-Ouest, qui revêt une très grande importance pour le renforcement de l'indépendance et de la sécurité des États souverains ainsi que pour leur développement économique. Les institutions financières internationales et d'autres investisseurs se montreront, espérons-nous, intéressés par ces projets, qui peuvent à juste titre être considérés comme un pont vers le troisième millénaire.

Cependant, force est de reconnaître que le modèle de développement progressif des États souverains de la région proposé par l'Azerbaïdjan n'est pas accepté par tous. La position adoptée par l'Arménie dans la région reste un grand obstacle à ce processus.

Le règlement du conflit qui se prolonge depuis plus de 10 ans entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, est un élément clef de la politique étrangère de l'Azerbaïdjan. Les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU et les décisions de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) offrent les moyens de jeter les bases juridiques et normatives d'où le règlement du conflit. Dans ce contexte, il faut souligner le rôle de codification et le caractère universel des principes qui figurent dans la déclaration de Lisbonne qu'a faite le Président en exercice de l'OSCE. Ces principes, à savoir, la reconnaissance de l'intégrité territoriale de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, un haut niveau d'autonomie pour le Haut-Karabakh au sein de l'Azerbaïdjan et la disposition de sécurité et de sûreté pour toute sa population sont tout à fait conformes aux principes consacrés par l'Acte final d'Helsinki de 1975 et ont une portée globale qui permet de les appliquer avec le même degré d'efficacité non seulement au conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan mais également aux autres conflits régionaux.

Un équilibre encourageant a été réalisé ces derniers temps. Un institut de médiation a été créé, comprenant le Groupe de Minsk de l'OSCE et ses coprésidents. Les paramètres du processus de règlement qui ont été fixés offrent

le moyen d'éliminer les conséquences du conflit armé et, sur cette base, de régler les problèmes politiques. La détermination de l'Azerbaïdjan a permis de trouver des points de convergence avec la position de l'Arménie en octobre 1997, et des chances réelles de progrès sont apparues. Cependant, les événements politiques internes qui ont suivi en Arménie et la révision drastique de ses politiques qui en a résulté ont conduit à ralentir la dynamique du processus de Minsk.

Un règlement juste et durable ne peut être réalisé par la pression militaire de l'Arménie sur l'Azerbaïdjan, par sa poursuite de l'occupation de parties du territoire de la République d'Azerbaïdjan, par l'accroissement de son potentiel militaire, par l'imposition de conditions préalables pour la reprise des négociations sur la base de la situation ayant résulté de son agression contre l'Azerbaïdjan ou par l'imposition de nouveaux cadres de procédure au processus de négociation aux fins de perpétuer la situation découlant du conflit.

Les transferts illégaux d'armements de la Russie vers l'Arménie de près d'un milliard de dollars et les manoeuvres militaires conjointes auxquelles procèdent régulièrement ces pays en vue d'accroître le potentiel offensif des forces armées arméniennes, éliminent les chances d'un règlement en même temps qu'ils ont un effet déstabilisateur direct sur la situation dans la région.

L'Azerbaïdjan exprime de nouveau son attachement à une résolution pacifique du conflit et à une stricte mise en oeuvre du régime de cessez-le-feu tant qu'un accord sur le règlement du conflit armé ne sera pas intervenu, dans l'espoir que la partie arménienne agira de même. L'Azerbaïdjan appelle l'Arménie à accepter les propositions des Coprésidents de la Conférence de Minsk en tant que base de négociation dans le cadre du Groupe de Minsk. Aujourd'hui, plus que jamais auparavant, il est important pour la communauté internationale de préserver sa détermination et sa constance et défendre sa position déclarée sur le règlement du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Chacun doit être convaincu qu'un développement progressif des États de la région ne peut se faire que par l'instauration d'une paix juste et durable ainsi que de la stabilité dans la région du sud du Caucase, sur la base du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États. L'Azerbaïdjan estime que les organisations internationales et toute la communauté internationale devraient utiliser plus activement leur capacité de promouvoir des négociations pacifiques et le règlement politique du conflit.



Au cours de sa dernière session, l'Assemblée générale, en réponse aux recommandations du Secrétaire général, a adopté d'importantes décisions sur la réforme de l'Organisation. L'Azerbaïdjan considère que le travail déjà accompli à cette fin jette la base solide d'une meilleure adaptation de l'Organisation à l'évolution rapide des besoins et des impératifs du monde d'aujourd'hui. Nous sommes prêts à contribuer davantage à la mise en oeuvre de ces décisions dont l'objectif est de préparer l'Organisation mondiale à mieux relever les défis du XXIe siècle.

La réforme du Conseil de sécurité revêt certainement une importance particulière. Il est opportun d'adopter des décisions pertinentes sur cette question particulièrement sensible sur la base du soutien le plus large des États Membres et conformément à l'Article 108 de la Charte. L'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine devraient être représentées dans chacune des deux catégories de membres du Conseil de sécurité, d'une façon qui corresponde aux réalités politiques actuelles. Le nombre de pays du Groupe d'Europe orientale ayant doublé, il convient de souligner une fois encore la nécessité d'attribuer à ce Groupe un siège non permanent supplémentaire au Conseil de sécurité.

En abordant la question de la réforme du Conseil de sécurité et du renforcement de l'efficacité de ses travaux, force est d'attirer l'attention sur le fait que les quatre résolutions adoptées par le Conseil de sécurité sur le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan n'ont pas encore été mises en oeuvre.

À maintes reprises, nous avons souligné qu'un examen de la politique de l'ONU concernant le personnel devrait faire partie intégrante de la réforme de l'Organisation. Nous restons extrêmement préoccupés par le fait que la République azerbaïdjanaise n'est pas encore représentée au Secrétariat.

Il est regrettable que les situations d'urgence qui découlent de conflits militaires et d'actes d'agression militaire demeurent encore aujourd'hui une question brûlante. Des millions de gens continuent de perdre leur maison, leur santé et leurs biens, et de devenir des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.

La population de mon pays a connu cette douleur et cette malchance après avoir été victime de l'agression arménienne dont je viens de parler. Un citoyen sur sept en Azerbaïdjan connaît le calvaire de la vie du réfugié, privé de foyer dans son propre pays, souffrant de la chaleur en été et du froid en hiver dans des camps temporaires. En territoire azerbaïdjanais occupé, des centaines de villes et de

villages ont été détruits, pratiquement toutes les maisons, les écoles, les hôpitaux et les équipements industriels ont été brûlés ou pillés et des monuments historiques ont été rasés. Faire face au problème urgent des réfugiés et recouvrer ce qui a été perdu sont deux des principales préoccupations de l'État d'Azerbaïdjan. Ces problèmes ne pourront être résolus tant que les forces d'occupation ne se seront pas retirées du territoire azerbaïdjanais et que tous les réfugiés et les personnes déplacées n'auront pas regagné les lieux dont ils ont été expulsés par la force.

Le Gouvernement azerbaïdjanais met tout en oeuvre pour remédier à la situation. Le rôle que jouent l'Organisation des Nations Unies et ses institutions dans ce processus ne saurait être sous-estimé. Outre l'assistance humanitaire directe aux réfugiés et aux personnes déplacées, un projet est actuellement en cours pour recouvrer une partie du district de Fisuli qui a été libéré de l'occupation des unités arméniennes. Ce projet est mis en oeuvre par le Gouvernement azerbaïdjanais, la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et d'autres institutions et organisations. Toutefois, la tendance actuelle à réduire le volume de l'assistance humanitaire à l'Azerbaïdjan ne peut que nous troubler. Tout en exprimant notre très sincère gratitude à l'ONU, à ses institutions spécialisées et aux pays donateurs pour leur soutien et leur assistance concrète, nous leur demandons de ne pas réduire à l'avenir le volume de l'assistance humanitaire qu'ils fournissent au peuple azerbaïdjanais qui souffre de l'agression et vit dans les conditions les plus intolérables.

C'est l'occasion pour moi d'aborder brièvement la question de notre coopération avec le PNUD qui joue un rôle très positif dans le développement social, politique et économique de notre pays. L'aide du PNUD — source principale des subventions nécessaires à la réalisation des activités de développement — est essentielle pour régler certains problèmes graves en Azerbaïdjan, dont j'ai déjà fait mention. Nous nous félicitons du système des coordonnateurs résidents et louons hautement l'activité du coordonnateur résident en Azerbaïdjan, nommé par le Secrétaire général, qui dirige l'équipe des Nations Unies dans le pays. En même temps, étant donné les difficiles contraintes financières que rencontre le PNUD, je tiens à lancer un appel à tous les États Membres pour qu'ils augmentent leurs contributions volontaires au budget du Programme, de façon à ce que les pays bénéficiaires, dont l'Azerbaïdjan, puissent tirer profit plus efficacement des possibilités qu'il offre.

La consolidation des efforts que font les États Membres pour s'attaquer de manière décisive au crime, aux

drogues et au terrorisme reste une priorité. Pour combattre avec succès ces phénomènes, tous les pays doivent unir leurs forces. L'Azerbaïdjan, qui a dû se battre contre ces menaces réelles à sa souveraineté et à son intégrité territoriale, notamment celles que faisait peser le terrorisme arménien, participe activement à la lutte contre ces maux.

L'Azerbaïdjan salue les résultats de la Conférence diplomatique de Rome sur la création d'une Cour pénale internationale. Nous sommes convaincus qu'une cour efficace, compétente, indépendante et faisant autorité contribuera à renforcer la coopération internationale eu égard aux poursuites judiciaires et à la suppression du crime d'agression, du génocide et des crimes de guerre, qui sont les crimes les plus odieux qui menacent la paix et la sécurité internationales. En tant qu'État victime des souffrances et de la tragédie qu'a entraînées l'agression arménienne, l'Azerbaïdjan se sent profondément concerné par la mise en place et l'entrée en vigueur des mécanismes juridiques internationaux permettant de traduire en justice les personnes responsables de ces divers crimes.

Moins de 500 jours nous séparent de la fin du siècle, et nous n'avons pas le temps de relâcher notre attention, pas le droit de nous reposer sur nos lauriers. À l'approche de la fin des historiques années 90, l'ONU, en réunissant à la fois les États prospères et ceux qui ont eu à surmonter de nombreuses calamités avant d'obtenir leur indépendance et leur stabilité, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour justifier les efforts déjà réalisés et pour atteindre les objectifs fixés. L'accomplissement des tâches et le règlement des problèmes auxquels nous avons à faire face seront les biens précieux que cette Organisation respectée et ses États Membres emporteront avec eux dans le XXIe siècle.

**Le Président par intérim** (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole au chef de la délégation de la Jamahiriya arabe libyenne, S. E. M. Abuzed Omar Dorda.

**M. Dorda** (Jamahiriya arabe libyenne) (*interprétation de l'arabe*) : Permettez-moi de féliciter M. Opertti pour son accession à la présidence de la présente session de l'Assemblée générale. Son élection à ce poste est un hommage à son pays et une expression de confiance en sa capacité d'assumer cette lourde responsabilité.

Je voudrais également saisir cette occasion pour exprimer notre vive reconnaissance à M. Hennadiy Oudovenko pour avoir dirigé avec compétence les délibérations de la session précédente de l'Assemblée générale. En outre, je voudrais exprimer la profonde reconnaissance de mon pays

à l'égard du Secrétaire général, M. Kofi Annan, pour les initiatives qu'il a prises, qui ont aidé à mettre fin aux tensions dans plusieurs régions, ainsi que pour les efforts qu'il a déployés et qui ont abouti sur une série de propositions sérieuses visant à la réforme de l'ONU et au renforcement de son rôle pour la mettre en mesure d'assumer les fonctions dont l'a investie la Charte.

Unique Organisation à composition universelle, l'Organisation des Nations Unies est donc le seul forum habilité à traiter d'urgents problèmes internationaux, d'ordre politique, économique et social. Pour traiter efficacement ces questions, il est essentiel tout d'abord de respecter les principes de la Charte des Nations Unies qui doivent régir aussi bien le travail de l'Organisation que la conduite de ses Membres. Notre attachement aux principes de l'égalité souveraine, de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États et le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force, exige que nous nous opposions aux ambitions et aux pratiques de certains pays qui cherchent à imposer leur hégémonie et leur influence ainsi qu'à monopoliser les privilèges.

Le mandat et les pouvoirs de l'Assemblée générale, en particulier, doivent être élargis pour qu'elle puisse jouer le rôle qui lui incombe, qui est basé sur l'égalité entre tous ses membres et le fait que ceux-ci participent aux délibérations sur un pied d'égalité, y compris lorsqu'ils abordent les questions relevant de la paix et de la sécurité internationales. Il serait utile à cet égard de mettre sur pied un mécanisme permettant à l'Assemblée générale de superviser le travail d'autres organes, y compris le Conseil de sécurité, et de les en tenir pour responsables. Tout pays riche qui se soucie des Nations Unies doit verser immédiatement et sans condition ses arriérés, car il est responsable de la détérioration financière qui affecte les activités de l'Organisation.

La réforme des Nations Unies restera incomplète sans une réforme du Conseil de sécurité aux fins d'éliminer le privilège du pouvoir de veto. Ce pouvoir n'a plus de justification ni du point de vue historique ni en termes de justice, d'égalité et de démocratie. Mon pays a été le premier à demander l'abrogation du droit de veto au cours de la deuxième moitié de ce siècle. Nous pensons, en outre, qu'il est essentiel d'éliminer le déséquilibre qui existe actuellement dans la composition du Conseil de sécurité, non pas en octroyant à certains pays des sièges de membres permanents, mais plutôt en augmentant le nombre de ses membres sur la base du principe de la pleine égalité souveraine et de l'application des principes de la répartition géographique équitable dans les deux catégories de membres qui composent le Conseil — les membres permanents et les membres

non permanents. La réforme du Conseil devrait d'abord, et avant tout, tenir compte des besoins des pays en développement, qui constituent la majorité des Membres de l'Organisation des Nations Unies, et de la nécessité d'éviter la sélectivité.

En dépit des efforts déployés par les pays d'Afrique et leur Organisation, les conflits s'y multiplient et les conditions économiques s'y détériorent. Ce qu'ils réalisent en termes de développement ou d'augmentation des revenus est absorbé par le service de la dette, qui constitue pour eux un lourd fardeau. Dans son rapport sur la situation en Afrique, le Secrétaire général a expliqué que cette situation est le résultat des politiques de partition du continent adoptées en 1885 par les puissances coloniales au Congrès de Berlin. Ces politiques continuent d'être la cause profonde du conflit en Afrique. Le rapport indique en outre que les problèmes de l'Afrique, y compris l'instabilité politique dans certaines régions et le sous-développement économique dans la plupart du continent, ont été causés par ceux qui ont tracé les frontières politiques des pays africains. Nous demandons que les dettes de l'Afrique soient annulées et que le continent soit traité sur des bases nouvelles et justes, et non pas seulement comme une source de matières premières et un marché pour les produits manufacturés.

La responsabilité de tout ce qui s'est produit et de tout ce qui arrive encore en Afrique incombe à ceux qui en sont la source. Par conséquent, il est grand temps pour les États qui ont colonisé l'Afrique, qui ont exploité ses ressources et réduit ses peuples à l'esclavage, de présenter des excuses au continent et de l'indemniser intégralement pour toutes les pertes dont est responsable le colonialisme.

L'imposition de restrictions sur le commerce international et l'adoption de lois extraterritoriales requièrent de notre part l'adoption de mesures énergiques pour s'opposer à de telles lois et pour y mettre fin. J'invite les États Membres à appuyer et à voter pour le projet de résolution qui sera présenté à l'Assemblée générale à la présente session et à ne pas reconnaître ces lois unilatérales qui sapent les principes de la Charte des Nations Unies, violent d'une manière flagrante les règles du droit international, empiètent sur la souveraineté des États Membres et constituent une grave ingérence dans leurs affaires intérieures.

La question de Palestine n'est toujours pas réglée. Tous les événements, passés et présents, ne servent qu'à confirmer ce que mon pays a maintes fois répété : le fait d'occuper un pays par la force et de lui dicter et de lui imposer sa capitulation ne saurait aboutir à la paix. Ce n'est pas en appuyant l'occupation et la politique d'implantation

de colonies de peuplement ou en sapant l'équilibre des forces que l'on contribuera à instaurer la paix. Les Palestiniens déplacés et vivant loin de leur terre sont supérieurs en nombre à ceux qui vivent sur le territoire palestinien. Quel est ce type de paix qui empêche un peuple de retourner sur son territoire, sa patrie?

L'occupation du Golan syrien qui se poursuit depuis 1967, l'occupation du Sud-Liban, et la manière dont le Conseil de sécurité a été empêché de mettre en oeuvre la résolution 425 (1978), constituent d'autres preuves de l'affaiblissement des Nations Unies dû à l'intervention des grandes puissances. Dans ce contexte se pose la question de savoir pourquoi le Conseil de sécurité insiste tant sur l'application de certaines seulement de ses résolutions? C'est cette injustice flagrante qui poussera la région vers l'abîme tant que les Nations Unies demeureront paralysées par une interférence flagrante des plus puissants qui l'exploitent uniquement pour servir leurs propres intérêts et qui l'empêchent d'agir lorsqu'il s'agit d'interdire ou de répondre à une agression perpétrée par leurs alliés.

La réalisation de l'universalité du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et l'élargissement des zones exemptes d'armes nucléaires se heurtent à de graves obstacles. Dans la région arabe orientale, les dirigeants de Tel-Aviv refusent encore d'adhérer au TNP. Ils refusent de placer leurs installations nucléaires sous le régime de contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ils continuent de développer leurs capacités nucléaires, avec l'aide financière et technique des États-Unis, ce même pays qui, sous prétexte de sauver le monde des armes chimiques, menace d'attaquer n'importe quel pays arabe, y compris le mien, simplement parce qu'il a construit une usine pharmaceutique. La destruction récente de l'usine pharmaceutique soudanaise, sous des prétextes bien minces, est encore présente à nos esprits.

Nul ne doit se laisser leurrer par les déclarations des dirigeants de Tel-Aviv, selon lesquelles les Arabes et leurs armes sont une source de danger. Ni la Libye ni aucun autre État arabe ne font peser une menace sur la paix de la région et encore moins du monde entier. Ces pays ne fabriquent ni n'exportent d'armes. Washington a détruit les armes que possédait l'Iraq et a imposé un blocus à d'autres pays pour empêcher l'Iraq d'importer des armes. Le véritable danger pour la sécurité dans la région et dans le monde entier vient des Israéliens, qui détiennent des centaines d'ogives nucléaires. Les armes nucléaires et autres armes de destruction massive doivent être détruites dans tous les pays qui les possèdent. Toute mesure autre ne sera qu'une tentative de tromper le monde entier.

Depuis la nuit des temps, l'humanité est affligée par un phénomène que l'ère moderne a encore exacerbé : le terrorisme national et international. Les annales de l'histoire font mention d'actes terroristes ainsi que de leurs victimes et de leurs auteurs. Si on les examine, ces annales s'avèreront très révélatrices. Elles montreront que ces combattants autoproclamés qui luttent contre le terrorisme ont été les premiers à utiliser le terrorisme. En se posant comme combattants contre le terrorisme, ils essaient de dissimuler les crimes terroristes qu'ils ont commis et qu'ils commettent encore contre d'autres pays et d'autres peuples. Leur histoire n'est rien d'autre qu'une série d'actes terroristes perpétrés contre d'autres peuples et qui sont allés jusqu'à anéantir des peuples entiers.

Ces combattants autoproclamés du terrorisme ont tenté de présenter les mouvements de libération et de lutte pour la liberté et contre l'occupation comme des mouvements terroristes. Ils décrivent encore tous les combattants de la liberté et de l'indépendance comme des terroristes. Mais ils échouent lamentablement lorsque la plupart des combattants de la liberté et de l'indépendance de leurs pays finissent par triompher. Soudain, ceux qui ont lutté contre ces combattants de la liberté et qui ont appuyé ceux qui les avaient assujettis, sont prêts à dérouler le tapis rouge pour les accueillir, à organiser les réceptions les plus somptueuses en leur honneur et à leurs décerner les plus hautes distinctions. Chaque année, l'Assemblée générale accueille certains de ces dirigeants, et, il y a quelques jours encore, elle a offert une réception remarquable au combattant et dirigeant Nelson Mandela.

La Libye est fière d'avoir été parmi les pays qui ont soutenu ces dirigeants dans leur lutte. La Libye s'enorgueillit de leurs victoires. La Libye a pris cette position lorsque ceux qui prétendent lutter contre le terrorisme se complaisaient à qualifier ces dirigeants de terroristes. La Libye sait que le changement d'attitude de ces pays à la suite du triomphe des révolutionnaires et des combattants de la liberté n'atteste pas de principes moraux et ne vise pas à rectifier les erreurs du passé. Ce changement d'attitude est motivé par le désir de ces pays de préserver leurs intérêts et d'obtenir des avantages politiques et économiques plus grands.

En parlant du terrorisme, il faudrait savoir de quoi il est question. Il faut en parler objectivement et convenir d'une définition commune du terrorisme. Il faut appliquer les mêmes critères et les mêmes règles et lois. Il faut également mettre en vigueur les mêmes mesures et les mêmes procédures. Il est impossible de condamner le terrorisme et le combattre lorsqu'il touche un pays donné et

fermer les yeux lorsqu'il frappe d'autres pays et d'autres peuples. L'occupation du Liban, le siège de sa capitale et l'attaque contre Qana étaient des actes de terrorisme. L'agression contre la Libye en 1986 et avant était du terrorisme. L'invasion de la Grenade était du terrorisme. L'enlèvement d'un chef d'État est du terrorisme. Le maintien de bases militaires sur le territoire d'autres peuples est du terrorisme. Les menaces et les attaques d'une flotte contre des peuples et la violation de leurs eaux territoriales ne sont rien d'autre que du terrorisme. Les attentats contre la vie de chefs de file nationaux sont du terrorisme. La destruction d'un avion civil libyen au-dessus du Sinaï, c'est du terrorisme. La destruction d'un avion iranien sur le Golfe était du terrorisme. Forcer le Conseil de sécurité à réagir à un missile coréen tombé en mer et l'empêcher de réagir à des missiles qui étaient volontairement lancés contre une usine pharmaceutique dans une ville paisible, Khartoum, et d'envoyer une simple mission d'établissement des faits, c'est là encore du terrorisme. Dans ce contexte, nous appuyons énergiquement le Soudan dans sa demande d'enquête et d'indemnisation, et nous condamnons cette agression terroriste.

Sommes-nous censés condamner le terrorisme uniquement lorsqu'il frappe un ou des pays donnés? Devons-nous fermer les yeux et faire la sourde oreille lorsque des actes sont commis par ce ou ces pays contre l'humanité tout entière? Cela aussi c'est du terrorisme. L'élimination du terrorisme ne deviendra une réalité qu'une fois que ses causes, pas seulement ses conséquences, auront été traitées, et pas en commettant des actes terroristes similaires. Nous ne pouvons pas lutter contre le terrorisme par le terrorisme. Comme un poète arabe l'a dit :

«Il faut pratiquer ce que l'on prêche. Honte à vous si vous ne le faites pas».

La Libye condamne les actes terroristes, leurs auteurs, leurs commanditaires et leurs bailleurs de fonds. Nous sommes disposés à coopérer avec d'autres pays qui veulent réellement en finir avec le terrorisme. La Libye, dans une lettre en date du 9 janvier 1992, adressée au Secrétaire général (document A/46/840), a été le premier pays à demander aux Nations Unies de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au terrorisme international.

À cet égard, nous notons que certains insistent, dans le contexte ou hors contexte, à lier l'islam et les musulmans au terrorisme. Cela en soi constitue une autre forme de terrorisme. Le véritable nom de l'islam est dérivé du mot «salaam», qui signifie «paix». Une personne est considérée

musulmane lorsque d'autres personnes sont préservées de ses mots et de ses actes. Le salut des musulmans, quand on se rencontre ou que l'on se quitte, est «assalamou alaikoum», qui signifie «que la paix soit avec vous», et la réponse est «qu'il en soit de même pour vous».

Il semblerait, comme cela a été démontré par certains travaux et études, que certains ne peuvent déterminer leur propre identité qu'en désignant un ennemi. À présent que l'ennemi idéologique, incarné pendant plusieurs décennies par l'idéologie communiste, a disparu, ce sont les mêmes qui, à titre de substitut, désignent l'islam comme leur nouvel adversaire. Après la disparition de l'opposant international, l'ex-Union Soviétique, ils ont choisi les musulmans pour nouvel ennemi.

À ce stade, il convient de poser les questions suivantes, même si elles doivent rester sans réponse. Premièrement, qui a recruté, transporté, financé, entraîné et armé ceux qui ont combattu en Afghanistan pendant la présence des troupes soviétiques? Deuxièmement, qui a appelé ces gens les «moudjahidin» lorsqu'ils ont lutté contre les soviétiques en Afghanistan? Et qui les appellent maintenant terroristes? Comment et pourquoi celui qui était hier moudjahid est devenu aujourd'hui terroriste? Troisièmement, où vivent les dirigeants des organisations qui ont planifié et supervisé des actes terroristes dans leurs pays? Notre soeur l'Algérie n'est pas l'unique exemple. Quatrièmement, qui protège ces gens? Qui les finance? Qui les arme? Qui les entraîne? Où? et pourquoi?

Ces questions et d'autres questions similaires ne seront pas abordées publiquement par les parties intéressées, ce qui ne signifie pas qu'il n'y ait pas de réponse à ces questions. L'islam est la victime. Les musulmans sont la cible et la victime du terrorisme de même que les autres peuples du tiers monde. Le Dieu tout-puissant s'adresse au prophète et à son messager dans le Coran en disant :

«Nous ne t'avons envoyé que par miséricorde pour l'univers». (*Le Coran, XXI:107*)

Ainsi a parlé Dieu. Le prophète de la miséricorde a prêché la religion de la miséricorde et non du terrorisme.

Mon pays a toujours cherché à faire de la Méditerranée une région de sécurité, de coopération et de paix, c'est donc avec satisfaction qu'en juillet dernier, nous avons publié une déclaration conjointe avec l'Italie, qui a éliminé de nombreux aspects de l'héritage du passé et a jeté les fondements solides d'une coopération devant servir les intérêts des deux pays et contribuer au renforcement de la paix et de la

stabilité dans une région stratégique du monde. C'est là un exemple qui devrait servir de modèle pour d'autres accords, y compris les partenariats européens et méditerranéens. Parmi les questions sur lesquelles les peuples de la Méditerranée devraient coopérer et agir en solidarité est celle de la présence militaire étrangère dans la région. La Libye tient encore une fois à exprimer son inquiétude au sujet de cette présence. Aujourd'hui, nous demandons aux États étrangers de démanteler leurs bases militaires autour de la Méditerranée et de retirer leurs flottes de ses eaux. Leur présence est un danger pour les peuples de la région.

Le monde est encore le témoin d'une persistance de différends et de conflits qui existent de longue date comme à Chypre, en Afghanistan, en Angola et en Somalie. Ces conflits perdurent depuis trop longtemps malgré tous les efforts déployés pour les résoudre pacifiquement. La communauté internationale devrait redoubler d'efforts pour régler ces différends et mettre fin aux souffrances de leurs peuples.

Le peuple iraquien est victime de sanctions internationales qui sont sans précédent par leur ampleur et leur cruauté. Ces sanctions ont provoqué des tragédies que nul être humain de conscience ne saurait accepter. D'autres pays ont exploité ces sanctions afin de réaliser leurs propres objectifs égoïstes : détruire l'Iraq, violer son intégrité territoriale et rompre son unité. Cela aura, tôt ou tard, les pires conséquences. En outre, c'est une violation de la Charte, des principes du droit international et de toutes les conventions.

Dans la corne de l'Afrique, la situation en Somalie est encore une source de vive inquiétude. Mon pays n'a jamais cessé de s'employer à aider les factions somaliennes en conflit à régler leurs différends. C'est ce que nous continuerons de faire afin de trouver une solution de nature à favoriser la réconciliation nationale de tous les Somaliens. La Jamahiriya arabe libyenne, qui a l'honneur de présider le groupement des pays du désert du Sahel, a présenté une initiative sérieuse en vue du règlement du différend entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Cette initiative, qui a été largement appuyée, reste le meilleur cadre pour régler le différend frontalier entre les deux pays et normaliser les relations entre leurs deux peuples.

Je vais maintenant faire le bilan des faits nouveaux qui sont intervenus récemment dans le différend qui existe entre mon pays, d'une part, et les États-Unis et le Royaume-Uni, d'autre part, au sujet de la question de Lockerbie. À cet égard, je commencerai par les tout derniers faits et non par les plus anciens. Le 21 juillet, les médias ont annoncé que

les États-Unis et le Royaume-Uni envisageaient la possibilité d'accepter que les deux suspects soient jugés dans un pays tiers, qui pourrait être les Pays Bas.

La Libye a immédiatement contacté le Président du Conseil de sécurité et la plupart de ses membres, ainsi que le Secrétaire général, M. Kofi Annan, pour saluer cette évolution au cas où elle devrait traduire une position officielle. Pour démontrer et confirmer son sérieux, la Libye leur a demandé que le Secrétaire général examine la question dès que cette position serait officielle et contacte toutes les parties pour aboutir à une formule pragmatique et sérieuse qui serait conforme aux intérêts de toutes les parties et qui pourrait obtenir leur approbation. Nous pensions que, si cette formule était soumise au Conseil de sécurité, son approbation suivrait et que son application était donc à prévoir.

À l'époque, la Libye avait exprimé certaines craintes et préoccupations dont elle avait informé le Conseil de sécurité en le mettant en garde contre tout enthousiasme qui pourrait l'amener à approuver une formule qui ne prendrait pas en considération ces craintes et préoccupations mais qui pourrait lui laisser croire qu'on s'achemine vers une évolution positive de la question.

À l'époque — la dernière semaine de juillet — nous avons attiré l'attention sur le fait que la Libye craignait que l'autre partie n'ait adopté cette démarche nouvelle que pour des raisons à court terme qui pourraient être résumées de la façon suivante : premièrement, pour contourner les deux jugements de la Cour internationale de Justice; deuxièmement, pour vider de son contenu la décision du sommet de Ouagadougou; troisièmement, pour retarder une résolution éventuelle du sommet de Durban; quatrièmement, pour poursuivre les sanctions imposées à la Libye; cinquièmement, pour persuader la communauté internationale, à tort, qu'elle devait cesser d'appuyer la Libye, en lui laissant croire que l'autre partie avait déjà accepté les propositions des organisations régionales et internationales; et, sixièmement, pour ramener toute la question à la case départ.

À l'époque, avant que la position officielle des deux pays n'ait été rendue publique et pour s'assurer du sérieux de l'autre partie, la Libye avait souligné qu'il fallait tenir compte des éléments suivants. Premièrement, nous voulions avoir la garantie que les deux accusés ne seraient pas remis aux États-Unis ou au Royaume-Uni ou n'y seraient pas transférés. Deuxièmement, nous avons demandé que leurs droits religieux, sociaux, personnels et leur droit à la santé soient garantis au cours des différentes étapes du procès. Troisièmement, nous avons demandé que les autorités judi-

ciaires libyennes et la défense des deux suspects puissent traiter toutes les questions techniques et juridiques qui sont pertinentes s'agissant des aspects juridiques du procès, comme l'avaient fait les autorités juridiques et judiciaires des pays intéressés pour ce qui est de l'aspect de la question les concernant. Il ne s'agissait plus d'une question politique mais d'une question juridique.

Notre intuition s'est révélée exacte, et nos soupçons ont été confirmés. Le lundi 24 août 1998, les États-Unis et le Royaume-Uni ont adressé une lettre conjointe au Secrétaire général à laquelle ils ont joint le texte d'un projet d'accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement du Royaume-Uni, ainsi que le texte d'un projet de loi que le Royaume-Uni avait l'intention de promulguer en tant que loi pour permettre au tribunal écossais de conduire le procès aux Pays-Bas.

Le 25 août 1998, les deux pays ont présenté un projet de résolution au Conseil de sécurité. Le mercredi 26 août 1998, le projet de résolution a été formellement soumis au Conseil qui en a été saisi. Le jeudi 27 août 1998, comme nous nous y attendions, le projet de résolution a été adopté par le Conseil de sécurité, qui, dans sa décision, a été motivé par le sentiment qu'il s'agissait d'une évolution concrète, sans prendre la peine de découvrir le fiel qui avait été subrepticement glissé dans le miel.

La lettre envoyée au Secrétaire général, de même que les pièces juridiques détaillées et complexes qui y étaient jointes ont été approuvées sans même que les membres du Conseil de sécurité puissent les examiner. La Libye a ensuite demandé au Conseil de reporter une prise de décisions sur le projet de résolution, ce dernier et les pièces qui y étaient jointes devant être examinés par les autorités libyennes compétentes. Ces documents n'étaient pas encore, à ce moment-là, parvenus en Libye et n'avaient même pas été traduits en arabe.

Ceux qui sont à la fois juges et arbitres au Conseil de sécurité ont empêché le Conseil de répondre à la demande de la Libye et ces mêmes juges et arbitres avaient auparavant empêché le Conseil de sécurité, à une séance tenue en mars dernier, d'étudier les jugements de la Cour internationale de Justice officiellement saisis par la Libye, sous prétexte que ceux-ci devaient être étudiés par des experts juridiques dans leurs deux pays. Cette contradiction flagrante dans les positions et dans les critères est laissée au jugement de l'Assemblée, et nous sommes certains qu'elle parviendra aux conclusions qui s'imposent.

La résolution 1192 (1998) du Conseil de sécurité, adoptée le 27 août 1998, laisse entendre que la Jamahiriya arabe libyenne n'a pas mis en oeuvre les exigences des résolutions du Conseil, puisque dans le premier paragraphe de son dispositif elle

«Exige une fois encore que le Gouvernement libyen se conforme immédiatement aux résolutions précitées»,

soit aux résolutions 731 (1992), 748 (1992) et 883 (1993). Il laisse également entendre que la Libye n'a rien fait dans ce contexte, alors que la Libye s'est entièrement conformée à toutes ces résolutions.

Le paragraphe 4 du dispositif de la résolution 1192 (1998) indique que le Gouvernement libyen

«devra assurer que tous éléments de preuve ou témoins se trouvant en Libye soient rapidement mis à la disposition du tribunal, sur sa demande, aux fins du procès».

Demander à la Libye de produire des éléments de preuve et des témoins contredit la logique et le droit. La Libye n'a pas accusé les deux suspects. Ce sont les États-Unis et le Royaume-Uni qui prétendent posséder des preuves justifiant leurs soupçons. C'est à ces deux seuls pays qu'incombe la responsabilité de soumettre des éléments de preuve et des témoins aux fins du procès afin d'étayer leurs arguments. La demande de ces deux pays prouve en soi qu'ils n'ont pas de preuves pour étayer les accusations qu'ils portent contre les deux accusés. Sur quoi, par conséquent, ces deux pays fondent-ils leur accusation? Il ne s'agit que de soupçons encore en quête de preuves et de témoins. La meilleure citation à cet égard est la déclaration qu'a faite la semaine dernière à Washington le combattant de la liberté et dirigeant, le Président Nelson Mandela : «Je ne connais aucun système de jurisprudence, nulle part dans le monde, où le prévenu doit présenter des témoins à charge».

Dans l'ensemble, la Libye considère que le texte que j'ai mentionné constitue une ingérence dans le travail et les procédures du tribunal, une limitation des droits de la défense des prévenus, et une abrogation également des droits juridiques de la Libye qui lui sont garantis en vertu du droit et coutumes internationaux qui régissent les procédures et les moyens de preuve.

La résolution 1192 (1998) du Conseil de sécurité, mentionne la lettre datée du 24 août 1998, adressée au Secrétaire général par les Gouvernements des États-Unis et

du Royaume-Uni, contenue dans le document S/1998/795, à laquelle est joint en annexe le texte de l'accord devant être conclu entre les Gouvernements du Royaume des Pays-Bas et du Royaume-Uni. Au paragraphe 2 de son article 16, l'accord mentionne

«après leur transfert dans les locaux du tribunal écossais, les accusés ne sont pas transférés sur le territoire du Royaume-Uni ...

a) Pour être jugés par un jury en Écosse.»  
(S/1998/795, annexe II)

Toutefois, l'initiative adoptée par le Conseil de sécurité, qui est essentiellement une initiative politique, se fonde sur ce qu'ont adopté les organisations régionales et internationales dont les lettres sont citées dans le préambule de la résolution 1192 (1998) du Conseil de sécurité. Nous souhaitons mentionner en particulier la teneur de la lettre conjointe des Secrétaires généraux de la Ligue des États arabes et de l'Organisation de l'unité africaine, annexée au document S/1997/497. Tout texte qui rendrait possible le transfert des deux suspects à un endroit autre que les Pays-Bas, quelles que soient les circonstances, va à l'encontre des initiatives régionales acceptées par la Jamahiriya arabe libyenne. Ce n'est qu'une partie du fiel dans le miel : le monde a entendu le Royaume-Uni et les États-Unis affirmer qu'ils consentaient à un procès aux Pays-Bas. Maintenant ils parlent de l'Écosse, du Royaume-Uni et des États-Unis. Cela doit être clarifié maintenant.

La lettre stipule ensuite au paragraphe 4 que «S'ils sont reconnus coupables, les deux accusés purgeront leur peine au Royaume-Uni». En outre, le projet d'accord déclare au paragraphe 2 b) de l'article 16 que les accusés seraient transférés au Royaume-Uni «Pour accomplir une peine de détention prononcée par le tribunal écossais si les accusés sont déclarés coupables».

Une telle disposition est contraire à l'initiative; personne je pense, n'avait compris que dans l'initiative il était question d'autre chose que d'un jugement devant avoir lieu dans un pays tiers. Cette disposition est contraire à la façon dont l'initiative avait été comprise en général, à savoir que le but du procès des deux suspects était de révéler la vérité sur l'incident tragique du vol 103 de la Pan Am, et non pas de se venger sur deux citoyens libyens qui sont simplement soupçonnés sans preuves. Il avait également été entendu qu'en dernier ressort toute procédure de procès, et éventuellement la peine à purger, aurait lieu dans un pays tiers, aux Pays Bas, et nulle part ailleurs. L'endroit où la peine devrait être purgée constitue donc un élément critique.

L'accord des différentes parties pour que le procès ait lieu aux Pays-Bas est une solution politique issue d'une mesure politique. La peine devrait être purgée, si, à Dieu ne plaise, ils venaient à être reconnus coupables, là même où le procès se déroulera. Cela fait partie de la solution politique.

Ils prétendent que la loi écossaise stipule que les peines doivent être purgées en Écosse, les tribunaux écossais siégeant en Écosse. Mais ce tribunal siégera hors de l'Écosse et la peine devra donc être purgée hors de l'Écosse également. Le tribunal siégera exceptionnellement dans un autre pays, et la peine devra donc être purgée dans le pays où le procès aura lieu et non pas en Écosse.

Le paragraphe 8 du dispositif de la résolution 1192 (1998) du Conseil de sécurité stipule que le Conseil

«décide que les mesures précitées seront suspendues dès que le Secrétaire général aura fait savoir au Conseil que les deux accusés sont arrivés aux Pays-Bas aux fins du procès devant le tribunal visé au paragraphe 2 ou» — et ici noter bien le nouveau fiel ajouté au miel — «qu'ils ont comparu devant un tribunal compétent aux États-Unis ou au Royaume-Uni.»

Pour la première fois dans un différend qui a duré sept ans, le Conseil de sécurité a adopté une résolution affirmant que le procès peut avoir lieu au Royaume-Uni ou aux États-Unis. J'ai adressé une lettre au Secrétaire général indiquant que la proposition de la Ligue des États arabes et de l'Organisation de l'unité africaine concernant un procès qui se déroulerait conformément au droit écossais, devant un tribunal écossais, à la Cour internationale de Justice de La Haye, désigne un «tribunal compétent». Or dans la résolution, il est dit

*(L'orateur parle en anglais)*

«un tribunal compétent aux États-Unis ou au Royaume-Uni», pas un tribunal approprié britannique ou américain.

*(L'orateur parle en arabe)*

C'est la première fois que la résolution mentionne le lieu du procès. Il n'était pas nécessaire d'ajouter cette mention de «tribunal compétent aux États-Unis ou au Royaume-Uni» à moins que l'objectif ait été de transférer les deux accusés aux Pays-Bas en tant que lieu de transit, avant de les transférer à l'un des deux pays mentionnés dans ce paragraphe. Si tel est le cas, cela ne peut signifier que de la piraterie institutionnelle autorisée par la résolution du Conseil de sécurité. Le monde méconnaît cette situation. Je

sais que les membres sont occupés avec leurs propres problèmes, mais je leur rappelle que je cite le texte de la nouvelle résolution du Conseil de sécurité.

À l'instar de la communauté internationale, nous avons accepté un procès devant un tribunal écossais dans un pays tiers qui pourrait être les Pays-Bas. Nous avons convenu d'un tribunal écossais appliquant le droit écossais et avec des juges écossais, aux Pays-Bas. Ce sont les termes des résolutions des organisations régionales, mais que signifie ce paragraphe?

La Libye n'a jamais souscrit à ces nouveaux termes, et les organisations régionales n'ont jamais consenti à ce que le procès ait lieu aux États-Unis ou au Royaume-Uni. Dire qu'il s'agit du «tribunal compétent» dont il est question au paragraphe 16 du dispositif de la résolution 883 (1993) est une tentative de tromper la communauté internationale et constitue un autre exemple de fiel dans le miel qu'on nous demande d'avaler. C'est l'impression que la position des deux pays avait changé qui a induit le Conseil en erreur et qui l'a amené à accepter ces termes.

Une autre mention dénuée de sens, qui se trouve au paragraphe 8, porte sur les relations entre le Gouvernement libyen et les autorités judiciaires françaises en ce qui concerne l'explosion du vol 772 de l'Union de transports aériens. Cette question n'a aucun lien avec l'initiative sur laquelle se fonde la résolution 1192 (1998). En outre, il est bien établi au Conseil de sécurité que la Libye a mené à accomplissement ce que le juge français exigeait d'elle dans ce contexte et que les autorités françaises ont exprimé leur totale satisfaction, ce que le Conseil de sécurité a entériné.

Pour la Libye, une solution optimale, pragmatique et prompte ne peut être trouvée que sur la base de négociations entre toutes les parties en vue d'obtenir un accord sur les modalités pratiques de mise en oeuvre de la proposition tendant à traduire les deux accusés devant un tribunal écossais dans un pays neutre — les Pays-Bas — comme l'a demandé le sommet des pays non alignés, tenu en Afrique du Sud au début de septembre 1998.

Au cas où les négociations directes se révéleraient impossibles en raison de l'opposition des États-Unis et du Royaume-Uni, ces négociations pourraient être menées par l'intermédiaire du Secrétaire général de l'ONU. Le projet d'accord devrait définir toutes les mesures pratiques, les engagements pris par chacune des parties et les droits et les garanties devant être accordés aux deux accusés ainsi qu'à leurs avocats et conseils. Le texte devrait mentionner très précisément ce qu'il convient aux parties de faire pour faire



en sorte que le procès des deux accusés constitue la dernière étape de la mise en oeuvre des résolutions du Conseil de sécurité et non pas la première. Cela devrait permettre la levée des sanctions imposées à la Libye et mettre fin à toutes tentatives de changer de position ou de détourner la situation sous prétexte que la Libye ne se serait pas entièrement conformée aux résolutions du Conseil, la Libye ayant accompli tout ce qu'on exigeait d'elle.

Même l'échange de biens est régi par des accords et des contrats qui réglementent et expliquent les responsabilités incombant aux diverses parties, fournisseurs et exportateurs. Les biens sont assurés et réassurés contre tous les risques. Il s'agit en l'occurrence d'êtres humains. Ces personnes ne vont pas se rendre aux Pays-Bas pour faire du tourisme; nous n'allons pas leur dire adieu, faites un bon voyage. Cela dit, nous nous demandons pourquoi une base militaire, qu'utilisent les Américains aux Pays-Bas, a été choisie comme lieu du procès. Est-ce que la base que les Américains utilisent en tant que membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord est l'unique endroit aux Pays-Bas où le procès peut avoir lieu? Que signifie ce choix? Il y a lieu de s'interroger.

Voici quelques questions que la Jamahiriya arabe libyenne estime nécessaire de résoudre et sur lesquelles il faudrait parvenir à un accord. Premièrement, il faut déterminer clairement à l'avance les témoins qui seront nécessaires, pas uniquement de la Libye mais de toutes les parties. L'équipe chargée de la défense devrait avoir le droit de recevoir et d'examiner tous les éléments de preuve et d'interroger tous les témoins au cours d'un contre-interrogatoire. Deuxièmement, il est nécessaire de parvenir à un accord sur le lieu où les accusés purgeront leur peine au cas où ils seraient condamnés, aux Pays-Bas ou en Libye. Troisièmement, nous devons avoir l'assurance que les deux accusés ne seront pas extradés ou transférés soit aux États-Unis soit au Royaume-Uni pour quelque raison que ce soit, à une étape quelconque du procès. Quatrièmement, il faut parvenir à un accord sur la sécurité, les droits juridiques, personnels et sociaux et le droit à la santé dont doivent jouir les deux accusés, au cours des différentes étapes du procès.

Il faut que le Royaume des Pays-Bas et la Jamahiriya arabe libyenne concluent un accord précisant les modalités du transfert des deux accusés aux Pays-Bas et garantissant leur sécurité et leur sûreté au cours de leur transfert, leur séjour et leur retour à la fin du procès. Un tel accord devrait être entériné par le Conseil de sécurité et mis en oeuvre sous la supervision du Secrétaire général de l'ONU.

Pour terminer, je réaffirme que la Jamahiriya arabe libyenne a accepté que les deux accusés soient jugés devant un tribunal écossais qui siégerait aux Pays-Bas, mais qu'elle rejettera toute condition relative à la mise en oeuvre de cette proposition. La Libye est disposée à s'engager dans cette voie exceptionnelle en vue de parvenir à une solution au différend qui satisferait les intérêts de toutes les parties et de régler les questions juridiques en suspens au moyen de négociations directes ou par l'intermédiaire du Secrétaire général.

La Libye ne s'est pas ingérée dans les accords conclus entre les autres parties aux fins du procès. Mais la Libye n'a autorisé personne à décider en son nom des questions relatives à ses citoyens, car il s'agit du droit et du devoir constitutionnels de la Libye. Le Royaume-Uni et le Royaume des Pays-Bas peuvent conclure un accord; cela a trait au tribunal des Pays-Bas et au fait que ce pays est le siège du tribunal, mais en tant que responsables des citoyens libyens, nous n'autoriserons personne à conclure des accords en notre nom. Nous sommes responsables de nos citoyens, y compris des accusés. Ils ont une équipe d'avocats pour les défendre. Nous n'intervenons pas dans les affaires des autres États mais nous ne voulons pas que d'autres s'ingèrent dans les nôtres.

Nous tenons à confirmer que nous agissons avec sérieux, que nous sommes déterminés à en finir avec cette affaire comme avec d'autres, et d'ouvrir un chapitre nouveau dans l'histoire de nos relations avec les pays concernés, lesquelles doivent être fondées sur le respect mutuel et sur la non-ingérence dans les affaires intérieures.

**Le Président par intérim** (*interprétation de l'anglais*) : Je donne la parole à S. E. Mme Taufu Vakatale, Vice-Premier Ministre et Ministre de l'éducation et de la technologie de la République des Fidji.

**Mme Vakatale** (Fidji) (*interprétation de l'anglais*) : Mon pays et ma délégation souhaitent saisir cette occasion pour transmettre nos félicitations les plus cordiales à M. Didier Opertti pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session. Son élection à ce poste élevé est un hommage rendu à son grand pays. Ma délégation souhaite également exprimer sa profonde reconnaissance et sa gratitude au Président de l'Assemblée générale à sa cinquante-deuxième session, M. Hennadiy Oudovenko, de l'Ukraine, qui a présidé les travaux en faisant preuve d'énergie, de vision et de compétence.

Le changement est un fait inscrit dans la vie de notre monde. Le changement couvre de nouveaux modèles, de

nouveaux systèmes, des technologies nouvelles, des schémas nouveaux dans les relations internationales et des initiatives nouvelles en vue d'instaurer une paix durable et la sécurité internationale.

Par conséquent, nous avons salué le vent du changement dans le domaine du désarmement nucléaire lorsque nous avons adopté le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires il y a deux ans. Mon pays a été le premier à ratifier le Traité. Mais plus les choses changent, plus elles restent les mêmes. Il y a quelques mois, l'Inde et le Pakistan ont procédé à des essais nucléaires. Ma délégation demande à l'Inde et au Pakistan de revoir leurs prétentions nucléaires et de devenir parties au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous demandons à tous les pays d'être parties au Traité et de mettre pleinement en oeuvre ses dispositions.

Selon ma délégation, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires doit être amélioré par l'inclusion d'un calendrier clair pour l'élimination de toutes les armes nucléaires. Comme impératif d'un changement utile, ma délégation invite instamment tous les États dotés d'armes nucléaires à détruire tous les stocks et arsenaux d'armes nucléaires et, ce faisant, à débarrasser notre monde, une fois pour toutes, des armes nucléaires.

Ma délégation appelle également à un changement significatif en ce qui concerne l'élimination de toutes les armes de destruction massive. Débarrassons notre monde des armes chimiques et biologiques. Nous invitons tous les pays à devenir parties à la Convention sur les mines terrestres pour que nous puissions tous oeuvrer en collaboration et utilement aux fins de débarrasser également notre monde des mines terrestres.

Au cours des trois dernières décennies, les pays en développement du monde ont mené une lutte désespérée en faveur de changements fondamentaux dans les relations économiques internationales afin de parvenir à la justice économique et de faciliter le développement économique et une croissance soutenue — jetant ainsi les bases de l'élimination des problèmes du chômage élevé, de la faim, des maladies et de la pauvreté, qui ravagent les pays les moins avancés et les pays en développement. La création de l'Organisation mondiale du commerce était censée jeter les bases d'un nouveau système de relations commerciales internationales, qui contribuerait à l'essor des pays en développement et des pays les moins avancés.

En tant qu'État insulaire en développement, nous avons besoin de l'appui des Membres, que nous invitons à com-

prendre les besoins particuliers et la vulnérabilité des petits États insulaires. Ceux-ci doivent être différenciés plus avant, en tant que groupe distinct d'États désavantagés. Les travaux ont déjà commencé pour définir les critères d'une telle différenciation sur la base d'un indice de vulnérabilité.

Parmi les membres des organisations du système des Nations Unies, le développement se mesure à l'indice du développement humain, qui tient compte de la croissance du produit intérieur brut, du produit intérieur brut réel par habitant, de l'espérance de vie de la population et d'autres éléments. Toutefois, le cyclone qui a frappé récemment certaines îles dans les Caraïbes, le raz-de-marée qui a dévasté la partie septentrionale de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les conditions de sécheresse extrême dont sont victimes de nombreux pays, y compris le mien, montrent combien les petits États insulaires sont vulnérables aux catastrophes naturelles. Nous comparissons également avec la Chine et le Bangladesh, qui ont connu des inondations considérables et prolongées.

Aux Fidji, le Gouvernement fournit en ce moment une assistance spéciale de secours sous forme de vivres et d'eau à plus de 54 000 foyers, soit plus du quart de la population totale des Fidji.

En raison de la sécheresse, nous attendons cette année une chute de 50 % dans notre production de sucre, notre principal produit d'exportation, et rien ne garantit que la situation s'améliorera l'année prochaine. Toujours en raison de la sécheresse, les semences dont nous disposons sont d'une qualité insuffisante pour assurer une reprise rapide dans un proche avenir. Voilà comment se manifeste notre vulnérabilité, qui ne saurait se mesurer à aucun élément de l'indice que je viens de mentionner. Les choses ont sans doute changé, avec de nouveaux noms et de nouveaux systèmes mais, hélas, la situation reste la même.

*M. Filippi Balestra (Saint-Marin) assume la présidence.*

Je lance un appel au système d'appui au développement des Nations Unies pour qu'il envisage des modalités particulières d'assistance correspondant aux situations de catastrophes naturelles. Il y a déjà des exemples de telles modalités dans la Convention de Lomé entre les pays membres de l'Union européenne et les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

La création de l'Organisation mondiale du commerce devait jeter les bases des changements dans le commerce international tout en assurant un système commercial multilatéral ouvert, sûr, équitable, transparent et prévisible.

Pourtant les pays en développement continuent de recevoir des prix dérisoires pour leurs produits de base et de se voir refuser — sous un prétexte ou sous un autre — l'accès aux marchés des pays développés; on nous prive même de notre petit commerce à l'exportation, comme c'est le cas de Sainte-Lucie et de ses exportations de bananes vers l'Union européenne. Le commerce d'exportation est vital pour le développement économique et la croissance économique soutenue des pays en développement. Ma délégation demande que des changements interviennent dans le commerce international — fixation de meilleurs prix pour les produits de base, plus grand accès aux marchés des pays développés et conservation de dispositions commerciales particulières pour les exportations essentielles des pays en développement.

Les pays en développement ont besoin de courants importants de capitaux d'investissements étrangers pour promouvoir le développement économique, la croissance économique soutenue ainsi que le développement social et humain. Malheureusement, il n'y a pas eu assez de changements dans le volume des courants internationaux de capitaux, ni dans leur rythme ni dans leur orientation. Là où ils ont eu lieu, les courants ont été orientés vers une poignée de pays en développement. Ma délégation demande que des changements stratégiques interviennent dans le domaine des investissements étrangers grâce à des courants de capitaux importants, accrus et constants vers les pays en développement.

Les pays en développement ont besoin de nouvelles technologies écologiquement rationnelles pour aider et soutenir le développement économique et le développement social et humain. Nous avons un terrible besoin de participer aux technologies écologiquement rationnelles appropriées et d'en tirer profit. Pourtant, malgré nos appels en faveur de la coopération et de l'assistance des pays industrialisés pour des changements réciproques — au moyen du transfert de technologies appropriées à un prix abordable, d'une aide dans le domaine du développement institutionnel et du renforcement des capacités en vue de faciliter le transfert de ces technologies ainsi que du financement, de l'éducation et de programmes de formation, pour faciliter le transfert et stimuler une coopération accrue dans le monde des affaires — la situation est restée sensiblement la même.

Le développement durable est crucial pour les petits États insulaires en développement comme le mien, qui doivent s'attaquer à ce problème primordial : équilibrer le développement économique et social avec la protection de l'environnement. Six années se sont écoulées depuis le premier Sommet Planète Terre à Rio, et le deuxième som-

met a eu lieu et s'est achevé. Peu de progrès ont été accomplis pour assurer de nouvelles sources de financement permettant la transition vers le développement durable. Ma délégation demande que l'on stimule le changement sur la question du développement durable grâce à la mise en oeuvre rapide et intégrale des engagements et des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement.

La réforme de l'Organisation des Nations Unies, pour qu'elle soit mieux adaptée au monde contemporain et qu'elle réponde mieux aux besoins, aux aspirations et aux espoirs de la communauté internationale dans tous les aspects des relations internationales, a mobilisé notre attention au fil des ans, et plus encore l'année dernière avec la présentation du programme de réformes du Secrétaire général. Si nous voulons que la réforme de l'ONU s'accompagne d'un changement utile, il faut réviser la Charte des Nations Unies pour en éliminer les anachronismes et mieux l'adapter à notre monde d'aujourd'hui et de demain. Une restructuration géographique des groupes régionaux, en les adaptant aux dimensions géopolitiques du monde contemporain, devrait être mise en oeuvre. Nous proposons que le nombre actuel de groupes régionaux soit augmenté et que l'ensemble fasse l'objet d'une reconfiguration. Ma délégation propose, par ailleurs, que la composition de tous les organes et organisations des Nations Unies soit régie par le principe de rotation géographique, de manière à ce que chaque pays puisse jouir de son droit, en tant que Membre, de servir au sein de tous les organes et organisations des Nations Unies. En vertu du système actuel de rotation certains pays deviennent de fait des membres permanents des organes et organisations des Nations Unies.

Le Conseil de sécurité est un exemple classique du non-changement. La composition du Conseil, qu'il s'agisse des membres permanents ou non permanents, continue d'être géographiquement inéquitable. Le système de rotation n'offre pas à tous les pays Membres la possibilité de siéger au Conseil, ce qui est encore aggravé par le nombre de groupes régionaux et leur configuration géographique. Ma délégation continue de demander une révision de la composition et du fonctionnement du Conseil.

La paix et la sécurité internationales sont l'un des piliers de l'Organisation des Nations Unies. Cette année marque le cinquantième anniversaire des opérations de maintien de la paix des Nations Unies en tant qu'instrument de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Pourtant, nous sommes encore tous touchés par des conflits d'un type ou d'un autre, et la paix et la sécurité durables continuent de nous échapper. Mon pays reste résolument

attaché aux missions internationales de maintien de la paix des Nations Unies.

En fait, cette année marque également le vingtième anniversaire de la participation de mon pays aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Je saisis cette occasion pour rendre un hommage à nos fils courageux qui ont consenti le sacrifice suprême pour la cause de la paix et de la sécurité internationales.

En raison de la contribution remarquable des opérations de maintien de la paix internationales à la paix et à la sécurité durables et permanentes dans notre monde, nous demandons à tous les États Membres de verser, sans délai, l'intégralité de leurs contributions aux opérations de maintien de la paix. Ma délégation voudrait également saisir cette occasion pour exprimer sa reconnaissance sincère et profonde au Secrétaire général pour avoir cité les Fidji, parmi d'autres, comme l'exemple d'un pays indéfectiblement prêt à fournir des contingents, des agents de police et des observateurs et à prendre des mesures en vue d'améliorer le degré de préparation d'ensemble.

Ma délégation se félicite vivement des modifications significatives qui sont intervenues dans le barème des contributions des pays Membres. Mon pays est favorable à ce nouveau barème des quotes-parts, mais en dépit de cette mesure concrète, les arriérés dans le versement des contributions annuelles de certains pays Membres continuent de grever notre trésorerie et de compromettre le financement de nos organisations et de nombreux programmes internationaux. Ma délégation demande à tous les pays Membres ayant des arriérés dans leurs versements de les régler sans retard ni conditions.

À une époque marquée par les nombreux changements qui interviennent dans les domaines du développement humain et des droits de l'homme, l'avenir reste toujours aussi sombre pour les populations autochtones de par le monde. Ma délégation demande à la communauté internationale d'accorder une plus grande importance à l'édification d'un avenir meilleur pour nos populations autochtones. Afin de parvenir à un changement significatif, ma délégation demande l'adoption rapide du projet de Déclaration sur les droits des peuples autochtones, la création d'un service pour les peuples autochtones au sein de l'Organisation, l'octroi aux peuples autochtones du droit à l'autodétermination et la mise en place d'un fonds international pour promouvoir et faciliter leur survie, leur développement et leur progrès.

Ma délégation est consciente que la violation la plus généralisée des droits de l'homme est la violence à l'égard des femmes, qui ne connaît pas de frontières culturelles, économiques ou géographiques. À cet égard, le Gouvernement de la République des îles Fidji a honoré les engagements qu'il avait contractés à Beijing en appliquant le Programme d'action de Beijing de même que ceux lui incombant au titre de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Dans le cadre de la promotion d'une plus grande participation des femmes au développement économique et social, le Premier Ministre lancera, dans quelques jours, son Plan d'action national, qui constitue une initiative gouvernementale majeure. Le Plan couvrira des domaines comme le développement et le renforcement des entreprises appartenant à des femmes, l'égalité entre les sexes au niveau de la prise de décisions, la formation, des promotions et des nominations, la violence au sein de la famille, les sévices sexuels et les mauvais traitements infligés aux enfants, ainsi que la révision de lois qui portent préjudice aux femmes.

La Convention sur le droit de la mer a apporté un changement significatif dans notre monde. Cette convention jouit d'un appui universel et d'une participation quasi universelle, et tous les États trouvent leur intérêt dans la stabilité et la sécurité qu'elle apporte. Le travail accompli dans le domaine des océans nécessite l'appui de la communauté internationale si nous voulons que les résultats de la Convention soient renforcés et que ses promesses de bienfaits pour les peuples du monde se concrétisent.

Hélas, plus la situation a évolué au Moyen-Orient, plus elle restée la même. La paix dans cette région demeure toujours insaisissable et se déplace de façon aussi perpétuelle que le désert du Néguev. La communauté internationale doit jouer un rôle plus important et plus déterminant pour remettre le processus de paix sur les rails, le garder sur la bonne voie et faire en sorte qu'il avance à un rythme plus soutenu. Nous invitons toutes les parties à la crise à poursuivre des négociations positives et véritables afin de trouver un compromis permettant de créer un changement véritable et d'instaurer une paix juste et durable au Moyen-Orient.

Ma délégation appelle à une conciliation au Liban avec l'application sans réserve de la résolution 425 (1978) afin que ce pays puisse jouir pleinement de son intégrité territoriale, de sa souveraineté et de son indépendance politique.

De même, ma délégation estime que des concessions doivent être faites pour trouver une solution à la situation au Kosovo. Nous demandons aux parties à ce conflit interne d'ouvrir un dialogue constructif pour parvenir à une solution politique qui devrait comprendre une autonomie plus importante et significative dans ce territoire.

La question de Taiwan n'a pas évolué. La Chine et Taiwan contribuent de façon notable au développement de la région du Pacifique Sud. Mon pays reste attaché à la politique d'«une seule Chine» et entretient de très bonnes relations avec la Chine aussi bien que Taiwan. Nous nous félicitons donc vivement de la reprise des pourparlers entre la Chine et Taiwan et nous espérons qu'ils aboutiront à des changements concrets dans la question de Taiwan.

De même, en ce qui concerne la péninsule coréenne, nous prions instamment la Corée du Sud et la Corée du Nord de poursuivre leur dialogue afin de définir à l'amiable leur avenir commun.

L'élimination de la tension et le règlement des différends internationaux qui persistent en Asie de l'Est sont d'une importance vitale pour le maintien de la paix et de la sécurité dans l'ensemble de la région de l'Asie et du Pacifique. Pour les îles Fidji et d'autres petits États insulaires du Pacifique Sud, une paix permanente dans l'ensemble de la région de l'Asie-Pacifique ne peut qu'avoir une incidence directe sur leur avenir économique.

Étant donné l'attachement de mon pays à la paix mondiale, le Gouvernement de la République des Fidji condamne vigoureusement le terrorisme international sous toutes ses formes violentes. Il s'agit d'un fléau et tous les États devraient le traiter en tant que tel. Ma délégation appelle instamment à la condamnation universelle de ces actes de violence aveugles, et nous nous engageons à coopérer avec tous les autres membres de l'Assemblée générale pour prévenir ces actes et pour traduire en justice ceux qui en sont responsables.

Nous nous félicitons de l'adoption récente, à la Conférence de Rome, du Statut de la Cour pénale internationale, et nous exprimons notre reconnaissance au Gouvernement italien de l'avoir accueillie.

Enfin, ma délégation informe l'Assemblée qu'une nouvelle Constitution des Fidji a été promulguée le 27 juillet 1998. Suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, le nom de notre pays a été modifié et est devenu la République des îles Fidji. Une disposition novatrice de la nouvelle Constitution est celle qui a trait à la formation

d'un système de gouvernement multipartite, grâce à la représentation au sein du Cabinet de tous les partis politiques qui détiennent un certain nombre de sièges au Parlement.

La nouvelle Constitution prévoit également la nomination d'une Commission des droits de l'homme et d'une Commission des bureaux constitutionnels. Le Gouvernement de la République des îles Fidji considère que la promulgation de la nouvelle Constitution a jeté les bases d'un changement significatif dans notre pays multiracial. Aux termes de notre Constitution, des élections générales sont prévues pour l'an prochain.

Le changement constitue un paradoxe dans les relations internationales. Si nous voulons façonner une communauté internationale nouvelle et meilleure, où la démocratie internationale règnerait et où le développement et le progrès de tous les pays seraient favorisés, nous devons, collectivement et en collaboration, insuffler le changement dans les nombreuses questions qu'a énumérées ma délégation. Le changement authentique dans notre monde doit être un impératif international.

**Le Président par intérim** (*interprétation de l'anglais*) : L'orateur suivant est S. E. M. Boris Shikhmuradov, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères du Turkménistan.

**M. Shikhmuradov** (Turkménistan) (*interprétation de l'anglais*) : Tout d'abord, qu'il me soit permis de féliciter M. Didier Opertti, Ministre des affaires étrangères de l'Uruguay, de son élection au poste de Président de l'Assemblée générale. Je tiens également à exprimer notre reconnaissance à M. Hennadiy Y. Oudovenko pour le dynamisme et la compétence dont il a fait preuve en s'acquittant de ses fonctions de Président de l'Assemblée générale à sa précédente session.

Nous avons attentivement étudié le rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation, lequel nous a laissé une impression très favorable. La révolution tranquille que le Secrétaire général a amorcée il y a un an — la réforme institutionnelle de l'Organisation des Nations Unies — est devenue un processus irréversible lié à l'évolution rapide de notre ère nouvelle. Un des problèmes majeurs qui se posent à la communauté des nations est de savoir comment les forces socioéconomiques émergentes et les modalités de la mondialisation peuvent être mieux comprises et comment elles peuvent être canalisées vers la réalisation de nos besoins.

Agissant dans le cadre de l'ONU, le Turkménistan étend le champ de ses responsabilités à la communauté mondiale des nations. J'ai l'honneur d'informer l'Assemblée qu'hier, ici, au Siège de l'ONU, le Turkménistan a signé le Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. En outre, aujourd'hui, lors de mon entretien avec le Secrétaire général, je lui ai remis l'instrument d'adhésion du Turkménistan à la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, signée par le Président du Turkménistan. Même si plusieurs pays doivent encore adhérer à la Convention avant qu'elle ne puisse entrer en vigueur, le Turkménistan demande aux autres États Membres de l'ONU de suivre son exemple et d'adhérer à la Convention, en lui offrant leur appui, ou plutôt en offrant leur appui à leurs citoyens qui travaillent pour les Nations Unies.

La proposition du Secrétaire général concernant de véritables partenariats entre les Nations Unies et les organisations régionales multilatérales semble être très à propos, car les organisations régionales sont particulièrement efficaces en matière d'alerte rapide et de diplomatie préventive, ainsi que pour trouver des moyens optimaux de gérer la mondialisation.

La proposition sur la création d'une unité spéciale chargée de lutter contre le crime, le terrorisme, le trafic des drogues et des armes et le blanchiment de l'argent est très opportune. Au vu de la récente vague d'attentats terroristes perpétrés de par le monde, notamment les explosions en Tanzanie et au Kenya et le meurtre de diplomates iraniens en Afghanistan, il faut consolider les efforts que déploie la communauté mondiale et prendre des mesures décisives. Le Turkménistan lutte résolument contre ces phénomènes négatifs et est disposé à contribuer à la mise en oeuvre de programmes spéciaux des Nations Unies visant à éradiquer ces maux.

Le Turkménistan se félicite du renforcement du mécanisme-cadre pour l'interaction entre toutes les organisations du système des Nations Unies. Je tiens à saisir cette occasion pour exprimer, au nom du Gouvernement turkmène, notre gratitude aux missions du Programme des Nations Unies pour le développement, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance, au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et aux autres organismes des Nations Unies pour les résultats concrets de leur activité au Turkménistan, qui ne saurait être sous-estimée. Le Turkménistan exprime également sa gratitude aux pays donateurs qui offrent leur appui à ces programmes dans notre pays.

Nous sommes profondément préoccupés par la poursuite du conflit armé en Afghanistan en raison de son impact négatif sur la stabilité de la région et sur son développement économique. Cet impact se fait également sentir au Turkménistan, qui a la plus longue frontière — près de 1 000 kilomètres — avec l'Afghanistan. Le Turkménistan estime lui aussi que la seule option qui s'offre dans ce pays est celle d'un règlement pacifique et négocié, car la violence qui n'engendre que la violence ne peut conduire le processus qu'à une impasse. C'est pour cette raison que, d'après le Turkménistan, la voie vers la paix dans ce pays éprouvé de longue date passe par des négociations politiques entre toutes les parties au conflit sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Le Turkménistan appuie pleinement les efforts déployés par l'ONU, son Secrétaire général, M. Kofi Annan, et son Envoyé spécial, M. Lakhdar Brahimi, et les mesures conjointes entreprises dans le cadre du mécanisme 6+2. Le Président du Turkménistan, M. Saparmurat Niyazov, est en contact constant sur ce point avec le Secrétaire général et avec les dirigeants des États voisins. Le Turkménistan continuera de coopérer étroitement avec les Nations Unies à ce sujet. L'interaction entre les pays voisins de l'Afghanistan, l'ONU, l'Organisation de la Conférence islamique et toutes les parties concernées devrait conduire à mettre un terme à un des conflits les plus longs et les plus violents de ce siècle.

Au vu des changements mondiaux qui ont lieu dans le domaine des relations internationales, le Turkménistan estime que le développement de la région de l'Asie centrale mérite objectivement l'attention du monde. Les États de la région ont ouvert au monde un énorme potentiel géopolitique et géoéconomique, une énorme richesse naturelle, et des possibilités au plan géographique et des transports. Le Turkménistan recherche énergiquement d'autres itinéraires pour la livraison de ses ressources en énergie vers les marchés internationaux. En mettant au point une stratégie pour la mise en oeuvre de projets de construction d'oléoducs, nous continuons de procéder sur la base de diverses options. L'infrastructure des oléoducs, fondée sur une variété d'options, permettra d'obtenir un volume accru et une plus grande diversification des fournitures d'énergie ainsi que de stabiliser et d'assurer leur distribution internationale.

Dans ce contexte, il convient d'insister sur une autre question. Elle concerne les itinéraires empruntés par les oléoducs inter-États. Le problème que posent ces oléoducs internationaux peut se comparer à celui que posent les détroits maritimes internationaux, soit l'un des problèmes politiques et diplomatiques les plus complexes de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle. Aujourd'hui ces détroits assurent la liberté de navigation, y compris celle des

pays sans littoral. Les intérêts économiques et politiques de la communauté internationale imposent la reconnaissance en droit au plan international de ces détroits pour permettre le développement de relations mutuelles. La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, adoptée en 1982, a réaffirmé qu'il était important et nécessaire de maintenir la liberté de navigation dans les détroits et le droit de passage dans les eaux archipélagiques. La liberté de navigation qui existait dans le passé en tant que coutume internationale a été codifiée juridiquement comme l'un des principes les plus importants du droit international.

À ce titre, les difficultés actuelles portant sur l'acheminement des ressources énergétiques vers les marchés internationaux sont d'un grand intérêt. Il se trouve que ces ressources colossales se situent loin des marchés mondiaux. Les pays qui disposent de ces ressources sont souvent des pays sans littoral et le choix des itinéraires de livraison ainsi que la situation géographique des oléoducs transnationaux sont devenus très problématiques. La solution de ce problème est au coeur même des intérêts géopolitiques et géoéconomiques des États qui disposent de ces ressources, des États qui en assurent le transit et des États qui en sont consommateurs.

À cet égard, le Turkménistan est en faveur de l'initiative tendant à assurer la sécurité et le libre passage des ressources énergétiques par des oléoducs internationaux. Cette initiative a déjà fait l'objet de discussions avec certains dirigeants mondiaux ainsi qu'avec le Secrétaire général de l'ONU. Nous préconisons la création d'un mécanisme juridique international de nature à protéger les intérêts des producteurs, des pays de transit et des consommateurs. Il convient d'éliminer totalement la possibilité d'utiliser ces oléoducs à des fins de pression politique ou de diktat économique. Le processus de mondialisation dans les relations économiques internationales exige l'élaboration d'une convention internationale qui régirait le régime des oléoducs inter-États et garantirait leur fonctionnement. Le Turkménistan estime que cette question représente l'un des défis les plus importants du XXI<sup>e</sup> siècle, et il est prêt à parrainer un document qui traiterait de la question aux Nations Unies.

Le changement de la situation géopolitique a entraîné une nouvelle corrélation d'intérêts dans la région de la mer Caspienne et rend ainsi nécessaire l'élaboration de nouvelles dispositions pour déterminer le statut de la mer Caspienne. Les incertitudes que fait planer aujourd'hui cette question entravent l'utilisation rationnelle du considérable potentiel de la mer par les États du littoral. Une majorité des États de la mer Caspienne sont aujourd'hui favorables à la division

de la mer Caspienne en différents secteurs. Le Turkménistan appuie également cette option, tout comme il appuyait précédemment la notion de condominium.

Le plus important, quelle que soit l'option retenue, est de prendre intégralement en compte les intérêts de tous les États du littoral et de fonder la coopération dans la région de la mer Caspienne sur le respect mutuel, l'égalité et le bénéfice mutuel. La mer Caspienne doit être une mer d'accord et ses richesses devraient constituer le patrimoine commun de tous les États du littoral, chacun d'entre eux ayant droit à une part nationale correspondante de la mer. Le Turkménistan estime que la recherche d'un nouveau statut juridique pour la mer Caspienne, qui obligerait tous les États du littoral à envisager des compromis raisonnables et à se montrer prêts à faire face aux nouvelles réalités, doit être assurée grâce à une surveillance de l'ONU.

Le processus de mise en place d'un nouveau statut juridique international pour la mer Caspienne se heurte actuellement à certaines difficultés ayant des conséquences négatives sur la stabilité régionale. Dans ces conditions, nous estimons qu'il serait tout à fait approprié pour les Nations Unies d'apporter leur participation.

Il est satisfaisant de noter qu'il existe aujourd'hui une tendance croissante à la modération en ce qui concerne les tentatives d'associer l'extrémisme et autres phénomènes négatifs à l'islam. Le monde musulman est multiforme et varié. Il est confronté à un large éventail de problèmes universels de développement. Dans ce contexte, un besoin objectif de compréhension mutuelle et de dialogue entre les différentes tendances religieuses se manifeste — un besoin de modération et de tolérance. Le Président des États-Unis, le Président de la République islamique d'Iran, le Premier Ministre de la Turquie et les Ministres des affaires étrangères de l'Allemagne et de la Russie ont exprimé des idées très sages et politiquement prometteuses dans les déclarations qu'ils ont faites à cette Assemblée. Dans ce contexte, l'idée formulée par le Président de l'Iran, M. Khatami, de déclarer 2001 Année du dialogue entre les civilisations, nous paraît présenter un grand intérêt. Il s'agit en fait de relever les défis d'aujourd'hui, ce qui serait inconcevable sans un dialogue concret, un échange d'opinions et la recherche de solutions aux problèmes les plus pressants.

Voilà trois ans déjà que le Turkménistan poursuit une politique de neutralité permanente. Cette neutralité n'est pas une coquille qui nous protège des dangers et des tribulations extérieures. Au contraire, c'est une position de force qui nous permet d'influencer activement la situation dans la région et dans le monde dans son ensemble, et de mettre au

point une coopération internationale efficace. Nous cherchons à maintenir des relations équitables avec tous les pays, et nous poursuivons nos intérêts nationaux en faisant preuve d'ouverture économique et d'impartialité politique. Le Turkménistan attache donc une grande importance au rôle que joue l'ONU en tant qu'unique institution internationale dans laquelle tous les pays de la planète ont le même accès au débat international et au règlement des problèmes qui les concernent tous.

Le Turkménistan estime qu'à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, l'ONU devrait acquérir des pouvoirs et des responsabilités supplémentaires tout en renforçant ceux dont elle dispose, en devenant un facteur essentiel à l'établissement d'un climat de respect et de confiance mutuels aussi bien dans des régions distinctes que dans le monde entier.

Pour terminer, je rappellerai une proposition présentée par le Secrétaire général des Nations Unies concernant l'organisation d'une session de l'Assemblée générale en l'an 2000 sous forme d'une Assemblée du millénaire. Cette assemblée offrirait à tous les États Membres des Nations Unies l'occasion unique d'envisager l'avenir, de réfléchir à la façon dont ils perçoivent aujourd'hui l'Organisation et de s'interroger sur le genre d'organisation qu'ils appuieront au siècle prochain.

**Le Président par intérim** (*interprétation de l'anglais*) : L'orateur suivant est S. E. M. Mustafa Osman Ismaïel, Ministre des relations extérieures du Soudan. Je lui donne la parole.

**M. Ismaïel** (Soudan) (*interprétation de l'arabe*) : Qu'il me soit permis d'emblée de féliciter M. Opertti de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à la présente session. Nous sommes persuadés que sa vaste expérience et ses compétences assureront le succès de cette session. Je tiens à l'assurer de l'entière coopération de ma délégation. Qu'il me soit également permis d'exprimer ma gratitude à son prédécesseur, l'ancien Ministre des affaires étrangères de l'Ukraine, pour ses efforts louables, et de féliciter tout autant le Secrétaire général, M. Kofi Annan, ainsi que ses collaborateurs pour les efforts qu'ils déploient afin d'améliorer les réalisations de l'Organisation, en rehausser le prestige et en atteindre les nobles objectifs.

Bien des questions se posent dans mon pays, dans notre monde arabe, dans la région africaine et dans le reste du monde. Une guerre fait rage entre nos voisins à la frontière orientale et méridionale. Toutes ces questions doivent faire l'objet de débats.

L'amélioration considérable de la situation économique au Soudan est corroborée dans les derniers rapports du Fonds monétaire international qui font état d'un accroissement substantiel du taux de croissance et d'une réduction significative de l'inflation. Le Soudan devrait devenir un État exportateur de pétrole dans les prochains mois. Nous sommes heureux de vous en faire part.

Il y a également une évolution constitutionnelle et une ouverture politique au Soudan comme en atteste l'approbation par le peuple soudanais d'une nouvelle Constitution au cours d'un référendum qui s'est déroulé au début de cette année. Cela renforcera les institutions de gouvernance civile et le transfert pacifique du pouvoir basé sur un système politique pluraliste. Ces événements sont importants pour la stabilité politique dans le plus grand pays d'Afrique, le Soudan, terre aux vastes ressources inexploitées.

Je voudrais également évoquer la situation humanitaire au Soudan et les améliorations enregistrées à ce sujet. Le Soudan apprécie les efforts de la communauté internationale et s'engage fermement à coopérer pour les faciliter. Cette question pourrait encore être développée.

Il convient également de noter les efforts de paix au sud du Soudan, la réaction positive du Gouvernement soudanais aux appels au cessez-le-feu par la communauté internationale, y compris le Conseil de sécurité, l'Autorité intergouvernementale pour le développement et l'Union européenne. Le cessez-le-feu a été rejeté par le mouvement rebelle, ce qui s'est traduit par la poursuite de la guerre et par des souffrances accrues pour les citoyens. C'est là une question qu'il faut examiner de plus près.

Toutes ces questions devraient être examinées plus en détail, mais d'autres comités et instances s'en chargeront, et je me concentrerai aujourd'hui sur une seule question : l'agression américaine contre mon pays le 20 août 1998. Cet acte américain, s'il n'est pas traité de façon adéquate, risque de saper tout ce qui a été obtenu par notre peuple durant des années de souffrance et de lutte.

Il y a lieu de rappeler les événements qui ont commencé le 7 août. C'est le jour où se produisirent les explosions à Nairobi et à Dar es-Salaam. Le soir même, le Soudan avait condamné ces actes terroristes odieux. Nous avons transmis nos condoléances aux Présidents et aux Ministres des affaires étrangères des États-Unis, du Kenya et de la République-Unie de Tanzanie. J'ai également contacté par téléphone mes collègues kényens et tanzaniens, pour leur dire que le Soudan était prêt à coopérer, autant que possible,



dans les efforts faits pour arrêter les responsables et les châtier.

Le Gouvernement des États-Unis avait demandé une permission de survol pour ses avions militaires afin d'évacuer les morts et les blessés de leurs ambassades à Nairobi et à Dar es-Salaam, permission qui a été octroyée. Elle a été suivie d'une autre concernant une autorisation de survol permanent pour les avions militaires, à laquelle nous avons répondu avec diligence et de bonne foi car, de notre point de vue, ces demandes avaient un caractère humanitaire et devaient donc être accordées. Des contacts ont été établis à ce sujet entre les autorités de la sécurité soudanaise et américaine. Nous avons accueilli ces contacts avec satisfaction et donné l'assurance de notre entière coopération.

Or, tout d'un coup, en quelques minutes et sans aucun avertissement préalable, le peuple soudanais, dans la soirée du jeudi 20 août, le peuple soudanais a été atterré par un grave acte de terrorisme, aussi odieux et lâche que ceux de Dar es-Salaam et Nairobi. L'usine pharmaceutique «El Shifa», qui quelques heures auparavant produisait encore des médicaments essentiels à la survie des enfants, des femmes et des personnes âgées au Soudan, et qui était un modèle du développement économique de mon pays, a été entièrement détruite.

Plusieurs citoyens soudanais innocents, qui travaillaient dans cette usine ont perdu la vie sous les décombres, d'autres ont perdu la vue, d'autres ont été mutilés ou gisaient dans des mares de sang. Les familles des victimes et le reste des employés ont été brusquement privés de leurs sources de revenus.

Quelques minutes plus tard, nous avons regardé à la télévision le Président américain qui déclarait, dans son message, que les forces armées des États-Unis avaient lancé des attaques aériennes contre le Soudan et l'Afghanistan. Il a ajouté qu'elles avaient détruit une usine qui produisait des armes chimiques au Soudan liée à Ossama Bin Laden.

C'était là la version américaine des faits que je vous ai fidèlement rapportée. Quelle est donc la version soudanaise?

Je voudrais dire clairement et en toute sérénité que l'usine produisait des médicaments et rien que des médicaments. L'usine appartenait au secteur privé. Elle était la propriété d'un homme d'affaires soudanais qui n'avait aucun lien, quel qu'il soit, avec Ossama Bin Laden. L'usine était financée en partie par la Banque PTA du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). Elle

était l'une des usines pharmaceutiques les plus importantes du Moyen-Orient et de l'Afrique.

Dans son allocution à la séance inaugurale de l'Assemblée, le Président Clinton a parlé de la tolérance et de la grandeur de l'islam. Tout en le félicitant, nous voudrions ajouter que l'islam appelle au respect mutuel entre les civilisations, les cultures et les religions. L'islam incite au dialogue — en fait toutes les grandes religions appellent au dialogue — et toutes ces religions abhorrent la violence et l'injustice, car l'injustice suscite la haine.

Toutes les religions prônent la justice. Le droit stipule que l'accusé est présumé innocent tant qu'il n'a pas été prouvé coupable. Toutefois, nous nous trouvons ici devant une situation où le Soudan a été accusé par les États-Unis, où le Soudan a été condamné par les États-Unis et où le Soudan a été puni par les États-Unis. Les États-Unis ont donc agi comme adversaire, juge et parti, comme opposant et arbitre. Le monde entier a rejeté l'agression américaine et les arguments avancés pour la justifier.

Qu'il me soit permis de mentionner, ici, certains de ceux qui ont appuyé la position du Soudan : la Ligue des États arabes, l'Organisation de l'unité africaine, le Mouvement des pays non alignés, l'Organisation de la Conférence islamique, le Groupe des 77 et la Chine, et de larges segments de la communauté américaine, y compris l'ancien Président Jimmy Carter, l'ancien Ministre de la justice, Ramsey Clark, plusieurs membres du Congrès et les médias américains. Notre position a également été appuyée par des hauts responsables de pays occidentaux, y compris des présidents et ministres des affaires étrangères, ainsi que par les ingénieurs britanniques, jordaniens et américains qui ont participé à la construction et au fonctionnement de l'usine et qui ont poursuivi leur coopération technique jusqu'au moment où celle-ci a été détruite. Plusieurs experts juridiques et plusieurs avocats des pays occidentaux, ainsi que des syndicats et des organisations non gouvernementales internationales, ont aussi exprimé leur soutien.

Les États-Unis continuent nonobstant de s'opposer à l'envoi par le Conseil de sécurité d'une mission d'établissement des faits. Les responsables américains prétendent qu'ils ont testé un échantillon du sol près de l'usine et qu'ils y ont trouvé des précurseurs chimiques utilisés dans la production du gaz VX.

S'ils ont effectivement trouvé ce qu'ils prétendent, pourquoi alors s'opposent-ils à l'envoi d'une mission du Conseil de sécurité afin que celui-ci puisse en juger? Certes, l'usine a été détruite, mais le sol est encore là et les ruines

de l'usine existent. La mission d'établissement des faits peut très bien prélever des échantillons du sol, examiner les machines, analyser les documents, établir les faits concernant la nature et la propriété de l'usine. C'est aujourd'hui la seule demande du Soudan.

La semaine dernière, le Groupe arabe a présenté un projet de résolution au Conseil de sécurité. Le projet ne cherche pas à condamner les États-Unis pour leur violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale d'un État Membre. Il demande seulement l'envoi d'une mission d'établissement des faits afin de vérifier les allégations avancées pour justifier l'attaque aérienne des États-Unis contre une usine de médicaments au Soudan.

Il est de la responsabilité, voire du devoir du Conseil de sécurité, de le faire. Il s'agit simplement d'établir les faits par une procédure que le Conseil a toujours suivi dans des situations similaires. En conséquence, le Soudan et l'ensemble de la communauté internationale demandent au Conseil de sécurité de dépêcher rapidement au Soudan une mission d'établissement des faits pour que la communauté internationale puisse vérifier les allégations avancées par les États-Unis pour justifier leur décision d'attaquer l'usine de médicaments.

Pour le Soudan, l'envoi d'une mission d'établissement des faits est une demande légitime de la part d'un pays en développement qui chérit les principes de la légitimité internationale et considère que la lutte contre le terrorisme, que nous avons condamné précédemment sous toutes ses formes, qu'il soit l'oeuvre d'individus, de groupes ou d'États, doit être fondée sur les principes de la légitimité et de la coopération internationales et sur la renonciation à la force comme moyen de domination.

Au Soudan, nous reconnaissons que les États-Unis sont une superpuissance et nous ne voudrions pas nous lancer dans un affrontement avec ce pays. Bien au contraire, nous souhaitons instaurer des relations normales avec les États-Unis fondées sur le respect mutuel, l'intérêt commun et la critique constructive. Nous sommes prêts à entamer un dialogue et à coopérer avec les États-Unis pour toutes les questions d'intérêt mutuel.

Le peuple soudanais respecte le peuple américain et souhaite maintenir de bonnes relations avec lui. Il incombe aux deux Gouvernements de traduire ce souhait en renforçant ces relations historiques.

Nous avons rendu hommage aux pays qui ont fourni une assistance humanitaire aux pays affectés par la guerre

au sud du Soudan, y compris les États-Unis. Néanmoins, devant la déclaration provocante faite récemment par le porte-parole du Gouvernement des États-Unis annonçant un don de 25 000 dollars aux victimes des inondations au Soudan nous rend perplexes. La déclaration affirmait que, malgré ses différends avec le Gouvernement soudanais, le Gouvernement des États-Unis se souciait du bien-être du peuple soudanais.

Le Gouvernement des États-Unis a lancé 17 missiles de croisière pour détruire l'usine pharmaceutique. Chacun de ces missiles coûte 1 million de dollars, ce sont donc 17 millions de dollars qui ont été dépensés pour détruire notre usine. Maintenant, les États-Unis annoncent leur contribution de 25 000 dollars pour aider les victimes soudanaises des inondations, bien que les dommages causés par les inondations soient estimés à plus de 40 millions de dollars. Si le Gouvernement des États-Unis se souciait réellement du bien-être du peuple soudanais, il n'aurait pas attaqué et détruit l'une de nos plus importantes structures économiques qui produisait 50 % des médicaments essentiels dont le Soudan a besoin.

Par conséquent, au nom du peuple soudanais, nous disons au Gouvernement des États-Unis que l'usine que nous avons bâtie de notre sueur et de notre sang et qui nous a coûté des millions de dollars doit nous être retournée. Nous avons besoin des médicaments dont notre peuple a été privé à la suite de l'attaque américaine, particulièrement en cette période d'inondation qui, selon les rapports de l'ONU, provoque maladies et épidémies.

Permettez-moi d'aborder brièvement certains des conflits qui ont lieu dans notre zone. Ils ont une incidence directe sur la paix et la sécurité dans la région.

Je commence par nos frontières orientales où le conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée conduira sans doute à la détérioration de la situation dans la région. Le Soudan, qui accueille encore des centaines de milliers de réfugiés des deux pays voisins, est fortement touché par ce conflit. Nous invitons donc, de cette tribune, les pays voisins à faire preuve de modération et à recourir aux moyens pacifiques pour régler leurs différends. Nous espérons aussi que les efforts de l'OUA aboutiront à un règlement pacifique de ce différend.

D'autre part, nous suivons avec une grande inquiétude l'évolution de la situation chez notre voisin méridional, la

République démocratique du Congo, victime d'ingérences étrangères dans ses affaires intérieures. Nous espérons que les efforts que font les pays africains seront couronnés de succès et qu'ils aideront la République démocratique du Congo à maintenir la paix et la stabilité sur son territoire.

Quant au processus de paix au Moyen-Orient, les espoirs d'un règlement définitif se sont évaporés à la suite de l'intransigeance d'Israël, qui dresse des obstacles sur la voie de la paix.

Le Soudan se félicite de la résolution de l'Assemblée générale rehaussant la participation de la Palestine et appuie les mesures prises par les dirigeants palestiniens pour proclamer l'État de Palestine, avec Jérusalem pour capitale. Le Soudan dénonce également les tentatives israéliennes de judaïser Jérusalem et de modifier sa composition démographique et son statut juridique.

En outre, le Soudan appuie les droits de la Syrie et du Liban à recouvrer leurs territoires occupés au Golan et au Sud-Liban et appelle la communauté internationale et le Conseil de sécurité à faire pression sur Israël afin qu'il mette en oeuvre les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et réponde à l'appel en faveur d'une paix juste pour que la région jouisse de la paix et de la sécurité.

L'embargo imposé à l'Iraq a trop duré, et les souffrances du peuple iraquien se sont accentuées. Des milliers de femmes, d'enfants et de personnes âgées ont perdu la vie du fait de la pénurie de nourriture et de médicaments, et le monde de se demander quand l'embargo prendra fin. La dernière impasse entre la Commission spéciale des Nations Unies et l'Iraq pourrait avoir des répercussions dans la région. Cela devrait inciter le Conseil de sécurité à intervenir et à procéder à un examen global concernant le respect par l'Iraq des résolutions du Conseil de sécurité, et ce, en vue de lever l'embargo. Le Soudan salue les efforts du Secrétaire général et espère que ceux-ci conduiront à un progrès décisif permettant de sortir de l'impasse actuelle.

Le Soudan souhaite souligner la nécessité de résoudre l'important problème des détenus et des disparus koweïtiens en tant que question humanitaire, et il appelle à redoubler d'efforts au niveau régional et international pour qu'une résolution soit trouvée à ce problème et que les femmes et les enfants qui ont attendu pendant sept ans puissent enfin

être réunis avec leurs époux et leurs parents. Cela éliminera également les causes de tension et restaurera la solidarité et la réconciliation entre les nations et les États arabes.

En ce qui concerne la question de Lockerbie, nous sommes très préoccupés par l'embargo imposé à la Jamahiriya arabe libyenne, pays voisin. Les conséquences préjudiciables de l'embargo s'étendent aux pays voisins, y compris au Soudan dont des centaines de milliers de citoyens vivent en Jamahiriya. Il est attristant de noter que des dizaines de citoyens ont perdu la vie en essayant de traverser le vaste désert entre les deux pays en raison du blocus aérien imposé à la Jamahiriya. Tout en nous félicitant de l'évolution positive de cette question, nous soulignons la nécessité d'offrir les garanties réclamées par la Jamahiriya arabe libyenne, telles qu'évoquées par le Président du Burkina Faso, Président en exercice de l'OUA, dans le discours qu'il a prononcé devant le Conseil de sécurité la semaine dernière.

Les conflits en Afrique ont causé de nombreux problèmes, y compris ceux que posent les réfugiés et les personnes déplacées. Il en résulte que l'Afrique accueille le plus grand nombre de réfugiés dans le monde. Leur nombre est estimé à plus de 8 millions, et ils vivent dans les conditions de difficulté extrême.

Dans les efforts qu'elle fait pour mettre fin aux souffrances des réfugiés et trouver des solutions durables, l'OUA a décidé de convoquer à Khartoum, en décembre 1998, la première réunion ministérielle du Comité sur les réfugiés et les personnes disparues, au niveau des ministres des affaires étrangères. Nous attendons de la communauté internationale qu'elle participe et appuie cette conférence afin d'en assurer le succès. Les pays du continent espèrent que la conférence aboutira à des résultats qui permettront de répondre à ce problème de longue date.

Je terminerai en citant une sourate du Saint Coran :

«Dieu commande la justice et la bienfaisance, la libéralité envers ses parents, il défend la prostitution et l'iniquité, et l'injustice, il vous avertit afin que vous réfléchissiez.» (*Le Saint Coran*, XVI:90)

*La séance est levée à 14 h 5.*